

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 07678

Numéro SIREN : 340 709 534

Nom ou dénomination : IDEMIA France

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2021 sous le numéro de dépôt 38038

IDEMIA France S.A.S.

Société par actions simplifiée au capital social de 42 959 506,60 euros
Siège social : 2, Place Samuel de Champlain 92400 Courbevoie
340 709 534 RCS NANTERRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Chers Associés,

Conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, nous avons l'honneur de vous rendre compte de notre gestion et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'entendre les rapports des Commissaires aux comptes, ainsi que de décider de l'affectation du résultat.

Les convocations prescrites vous ont été adressées dans les formes et délais statutaires et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur et les statuts de votre Société ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1. ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

L'activité 2020 a été marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 28 168 K€ par rapport à 2019, qui s'explique principalement par la vente des produits et systèmes

En termes de zones géographiques, la baisse est observée sur l'Asie et l'Amérique du Nord.

1.2. PRÉSENTATION DES COMPTES

Les états financiers que nous soumettons à votre approbation sont établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces comptes annuels 2020 sont identiques à ceux de l'exercice 2019.

1.2.1. Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Ventes de marchandises		298	171
Production vendue de biens	3.1	635 770	686 815
Production vendue de services	3.1	205 589	182 839
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3.1	841 657	869 825
Production stockée		-2 421	-31
Production immobilisée		29 231	4 568
Subventions d'exploitation		581	338
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges		16 644	16 136
Autres produits		13 547	19 934
PRODUITS D'EXPLOITATION		899 240	910 771
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		0	49
Achats de matières premières et autres approvisionnements		364 588	427 387
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		2 745	5 408
Autres achats et charges externes		295 690	319 518
Impôts, taxes et versements assimilés		10 369	7 743
Salaires et traitements	3.5	90 614	86 615
Charges sociales	3.5	44 155	51 997
Dotations d'exploitation :		0	0
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3.8	19 575	18 236
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		8 024	5 235
Dotations aux provisions		20 240	21 474
Autres charges		34 741	36 143
CHARGES D'EXPLOITATION		890 742	979 803
RESULTAT D'EXPLOITATION		8 498	-69 032
Produits financiers de participations		23 758	14 352
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		10 235	20 794
Autres intérêts et produits assimilés		319	3 972
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		15 632	8 296
Différences positives de change		25 663	24 795
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
PRODUITS FINANCIERS		75 606	72 210
Dotations financières aux amortissements et provisions		449 063	6 191
Intérêts et charges assimilées		74 292	60 144
Différences négatives de change		41 517	25 785
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
CHARGES FINANCIERES		564 872	92 120
RESULTAT FINANCIER	4.2	-489 265	-19 910
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-480 768	-88 943
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		6	6 496
Produits exceptionnels sur opérations en capital		12 052	2 693
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		2 953	2 503
PRODUITS EXCEPTIONNELS		15 010	11 693
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 717	20 892
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 066	3 391
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		9 036	3 797
CHARGES EXCEPTIONNELLES		23 819	28 080
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3.9	-8 809	-16 387
Participation des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	5	-7 591	-6 441
RESULTAT NET		-481 985	-98 889

■ Résultat d'exploitation

Le chiffre d'affaires de la Société a diminué en 2020 de 28 168 milliers d'euros (-3%) par rapport à l'exercice précédent. Il s'élève à 841 657 milliers d'euros en 2020 contre 869 825 milliers d'euros en 2019. Cette baisse s'explique notamment par la diminution de l'activité du périmètre Financial Institutions aux Etats Unis, lié principalement à un contrat significatif en 2019.

Les achats de matières première et autres approvisionnements ont diminué de 62 799 milliers d'euros. Cette baisse est liée à la baisse du chiffre d'affaires et à l'amélioration du mix client (notamment lié à un contrat particulier).

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 295 690 milliers d'euros en 2020 contre 319 518 milliers d'euros en 2019, soit une baisse de 23 828 milliers d'euros. Cette baisse s'explique principalement par des mesures de réductions des charges opérationnelles suite à la pandémie (gel des embauches et des frais de recrutements, frais de déplacement et d'hébergement, frais de consultants et autres frais de tiers).

Les charges de personnel s'élèvent à 134 769 milliers d'euros contre 138 612 en 2019. Cette baisse s'explique par une réduction de la part variable des collaborateurs en lien avec l'activité de la société.

Les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation, nettes de reprises¹, représentent une charge de 31 195 milliers d'euros en 2020 contre 28 809 milliers d'euros en 2019.

Compte tenu de ce qui précède, le résultat d'exploitation est un gain de 8 498 milliers d'euros en 2020 contre une perte de 69 032 milliers d'euros en 2019.

■ Résultat financier

La baisse du résultat financier par rapport à 2019 s'explique principalement par la hausse des pertes de change, l'augmentation des intérêts sur compte courants aux filiales et des dépréciations des titres de participations pour 445 715 milliers d'euros dont principalement sur la société Idemia Identity & Security France.

■ Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2020 est une perte de 8 809 milliers d'euros contre une perte de 16 387 milliers d'euros en 2019. La hausse du résultat exceptionnel 2020 s'explique principalement par le fait qu'au cours de l'exercice 2019, dans le cadre de la simplification de ses structures et de l'amélioration de sa compétitivité, le Groupe IDEMIA a décidé de transformer le modèle opérationnel d'IDEMIA GMBH. Cette décision a donné lieu au paiement par IDEMIA France d'une indemnité d'un montant de 20,5 millions d'euros. En sens inverse, le contentieux fiscal commencé en 2011 est clôturé en 2019 au profit d'IDEMIA France avec un gain exceptionnel de 6 700 milliers d'euros.

■ Résultat net

Les crédits d'impôts (recherche principalement), présentés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés, représentent 7 591 milliers d'euros en 2020.

Le résultat net après impôts de l'exercice est une perte de 481 985 milliers d'euros contre 98 889 milliers d'euros en 2019.

¹ Dotations d'exploitation diminuées des reprises sur dépréciations, provisions et amortissements et des transferts de charges.

1.2.2. Bilan

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.8		
Frais d'établissement		0	0
Recherche et développement		3 367	2 242
Concessions, brevets et droits similaires		13 080	10 431
Fonds commercial		0	0
Autres immobilisations incorporelles		33 809	11 715
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.8		
Terrains		0	0
Constructions		214	197
Installations techniques, mat. et outillage		8 979	11 665
Autres immobilisations corporelles		9 763	10 685
Immobilisations en cours		1 795	2 989
Avances et acomptes		50	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3.8		
Participations		1 864 231	2 308 608
Créances rattachées à des participations		45 661	28 679
Autres titres immobilisés		11	12
Prêts		506	126
Autres immobilisations financières		5 863	5 621
ACTIF IMMOBILISE		1 987 329	2 392 969
STOCKS ET EN-COURS	3.3		
Matières premières, approvisionnements		13 850	15 400
En-cours de production de biens		4 482	10 922
En-cours de production de services		1 512	1 818
Produits intermédiaires et finis		7 504	4 963
Marchandises		0	0
Avances, acomptes versés sur commandes	3.2	1 707	2 917
CREANCES	3.2		
Créances clients et comptes rattachés		180 886	189 763
Autres créances		367 463	397 381
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Valeurs mobilières de placement		0	0
Disponibilités	4.1	50 670	75 280
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance	3.2	15 903	19 496
ACTIF CIRCULANT		643 977	717 940
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4.1.2	21 222	28 253
Primes de remboursement des obligations		0	0
Ecarts de conversion actif	3.7	7 627	6 077
TOTAL DE L'ACTIF		2 660 155	3 145 240

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		42 960	42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 506 642	1 506 642
Ecart de réévaluation		0	0
Réserve légale		3 379	3 379
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées		0	0
Autres réserves		0	0
Report à nouveau		-282 289	-183 399
Résultat de l'exercice		-481 985	-98 889
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		14 233	8 540
CAPITAUX PROPRES	6	802 939	1 279 231
Produits des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	10
AUTRES FONDS PROPRES		0	10
Provisions pour risques		62 924	61 233
Provisions pour charges		23 038	19 540
PROVISIONS	3.7	85 962	80 773
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.1	1 187 029	1 226 462
Emprunts et dettes financières divers	4.1	336 162	268 083
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		13 531	12 752
DETTES D'EXPLOITATION	3.6		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		158 832	187 685
Dettes fiscales et sociales		43 351	44 482
DETTES DIVERSES	3.6		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 234	17 919
Autres dettes		14 872	15 107
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance	3.6	9 207	9 347
DETTES		1 766 218	1 781 836
Ecart de conversion passif		5 037	3 389
TOTAL DU PASSIF		2 660 155	3 145 240

■ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des activations des frais de recherche et développement.

■ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont en baisse de 426 775 milliers d'euros en 2020. Cette variation s'explique principalement par la constitution des dépréciations sur titres de participations pour 445 718 milliers d'euros.

■ Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	31-déc 2019	Affectation Résultat 2019	Autres mouvements	Résultat 2020	31-déc 2020
Capital social	42 960				42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 506 642				1 506 642
Réserve légale	3 379				3 379
Report à nouveau	-183 399	-98 889			-282 288
Résultat de l'exercice	-98 889	98 889		-481 985	-481 985
Situation nette	1 270 693	0	0	-481 985	788 707
Provisions réglementées	8 540		5 693		14 233
CAPITAUX PROPRES	1 279 231	0	5 693	-481 985	802 939

■ Effectif moyen

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Cadres et agents de maîtrise	941	919
Employés	209	219
Ouvriers	203	243
EFFECTIF MOYEN	1 353	1 381

Ces effectifs correspondent aux effectifs moyens au cours de l'exercice 2020 et 2019.

La Société rédige chaque année un bilan social, disponible au siège de la Société.

1.2.3. Passifs éventuels

■ Enquête judiciaire concernant l'activité PSI au Bangladesh

En novembre 2017, la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France) ont conclu un accord transactionnel après que l'entreprise ait reconnu des paiements indus faits à un sous-traitant et un comportement inapproprié afin de modifier les spécifications d'un marché en vue de restreindre la concurrence et s'assurer l'attribution d'un contrat de fourniture de cartes d'électeur auprès de la Commission Electorale du Bangladesh en janvier 2015. L'accord

transactionnel prévoyait une période d'exclusion de 2,5 ans pour les contrats financés par la Banque Mondiale (sous réserve de la mise en place de mesures correctives satisfaisantes), qui s'appliquait à l'ancienne entité Oberthur Technologies (IDEMIA France) et à ses filiales autres que l'ancienne entité Morpho (IDEMIA Identity & Security France) et ses filiales. L'exclusion a été étendue à d'autres banques internationales de développement.

Un expert indépendant a été nommé par IDEMIA, à la demande de la Banque Mondiale, pour effectuer un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale. La levée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

■ Information judiciaire sur l'activité fiduciaire

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France pour corruption et blanchiment d'argent en relation avec l'exécution de contrats au cours de la période 2008/2011 relatifs à son ancienne activité fiduciaire en Angola. Cette activité a été cédée préalablement à l'acquisition d'Oberthur par Advent en 2011. La société a été mise en examen par le juge d'instruction le 27 juin 2019 sur le fondement des charges susmentionnées. La Société estime avoir de solides arguments en défense et bénéficie d'un engagement d'indemnisation de la part de la société qui a cédé IDEMIA France à Advent.

Est joint en **Annexe A** au présent rapport, le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

L'endettement financier net se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Intérêts courus	-	-
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Emprunt BPI	10 000	-
Intérêts courus	-	-
Emprunt BPI	10 000	-
Comptes courants bancaires	3 575	-
Autres intérêts courus	704	627
Autres	4 280	627
	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 197 075	1 218 422
	-	-
Participation des salariés	142	129
Intérêts courus sur participation	21	12
Participation des salariés	163	142
Dépôts et cautionnements	-	-
Comptes courants	314 082	252 860
Intérêts sur comptes courants	93	540
Autres financements court terme	11 777	14 529
Emprunts et dettes financières	1 523 191	1 486 492
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	-50 670	-67 226
	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER NET	1 472 521	1 419 266

Term loan B1

Un TLB avait été souscrit avec une échéance au 10 janvier 2024. Le TLB a initialement été tiré pour un montant de 1 182,8 millions d'euros qui se décompose en 2 tranches :

- Tranche B1 pour un montant de 327 795 milliers d'euros;
- Tranche B2 pour un montant de 855 000 milliers d'euros.

Les intérêts sont payés trimestriellement sur une base Euribor 3 mois plus 3,75% avec un *floor* de 0%.

Ligne de crédit renouvelable (« Revolving Credit Facility »)

Le Groupe possède une ligne de crédit renouvelable qui peut être tirée pour les besoins généraux de l'entreprise dans différentes devises pour un montant maximum de 300 millions d'euros. Les tirages peuvent avoir une durée d'un, trois ou six mois. A fin décembre 2020, nous n'avons pas utilisée la ligne de crédit.

Cette ligne de crédit expire le 10 janvier 2023 et le taux d'intérêt est égal à Euribor 3 mois plus 3,75 % avec un floor de 0% pour la partie tirée et la commissions d'engagement sur le montant non tiré est de 35% de la marge.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ECOULE

3.1. GOUVERNANCE

Pierre Barrial a été nommé Président d'IDEMIA France par décision de l'Assemblée générale du 26 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Yann Delabrière, démissionnaire.

Yann Delabrière a été nommé Président du Conseil d'administration d'IDEMIA France par décision du Conseil d'administration du 18 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Jean-François Cirelli, démissionnaire.

3.2. CONTRAT GOVERNMENT SOLUTIONS

Dans le cadre de l'accord transactionnel conclu en novembre 2017 entre la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France), un expert indépendant a été nommé par IDEMIA France pour mener un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale.

La demande de mainlevée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

3.3. EPIDEMIE COVID 19

L'épidémie covid-19, apparue fin décembre 2019 en Chine et qui touche aujourd'hui plusieurs autres régions du monde comme l'Europe, LATAM et les Etats-Unis, a conduit les gouvernements d'un certain nombre de pays dans lesquels IDEMIA opère à adopter des mesures pour contenir et restreindre la circulation des personnes et des marchandises. Cette pandémie, dont la durée et l'ampleur sont difficiles à évaluer à ce stade, a un impact majeur sur l'économie mondiale, perturbant les chaînes d'approvisionnement, provoquant des fermetures de sites industriels et pesant sur la demande de nos clients dans le monde entier.

La réponse du Groupe IDEMIA à cette pandémie a été sur trois points :

- Protéger ses employés,
- Protéger ses clients,
- Protéger ses flux de trésorerie.

Protéger les employés

Face à cette pandémie, la priorité du Groupe est la santé et la sécurité de ses collaborateurs et des mesures appropriées sont mises en œuvre sur ses sites pour assurer la meilleure protection de la santé possible pour tous. Le travail à distance est très largement favorisé chaque fois qu'il est compatible avec les besoins de continuité d'entreprise.

Pour les employés dont le poste n'est pas compatible avec le travail à distance, des règles pour les gestes de barrière sont mises en œuvre (se laver les mains régulièrement, éviter de serrer la main, maintenir une distance d'au moins 2 mètres, etc.), le contrôle de la température corporelle est mis en œuvre avant tout accès aux différents sites, etc.

Selon les pays, la même approche est suivie, ajustée selon les directives des autorités locales.

Protéger ses clients

Afin d'optimiser la continuité de notre chaîne d'approvisionnement en cette période tendue, IDEMIA a décidé d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie mondiale d'approvisionnement 2020 et d'améliorer encore sa capacité d'approvisionnement pour certains matériaux et composants essentiels. Cette initiative permettrait à IDEMIA d'avoir plus de sources alternatives disponibles pour répondre à la demande et continuer à servir ses clients.

Le groupe accorde une grande priorité à l'ouverture des commandes de ses clients et met en place des réacheminements de sa production à partir d'usines qui sont contraintes de fermer vers d'autres usines ouvertes dans d'autres pays où le Groupe opère. Il n'y a pas eu de fermeture majeure de site dans le monde.

Protéger ses flux de trésorerie

Les flux de trésorerie des sociétés françaises du groupe ont été affectés par les variations de l'activité du groupe dans son ensemble, en France et à l'international dans la mesure où la trésorerie d'IDEMIA France et Idemia Identity & Security France est abondée par les excédents de trésorerie des filiales et des succursales. Pour protéger les flux de trésorerie, le groupe a mis en place les mesures suivantes :

- Une gestion prudente des dépenses d'exploitation et investissements,
- Utilisation des mesures d'urgence économique mises en place par l'Etat français : décalage des paiements des cotisations sociales et des charges d'impôt
- Cessions de certains actifs (cession bail)
- Utilisation du crédit syndiqué confirmé et mis à disposition par un pool bancaire en cas de besoin

A fin 2020, la liquidité du groupe et des sociétés françaises du groupe est préservée avec une sécurité financière de 470 M€ à fin 2020, incluant une encaisse de 170 M€ et une ligne de crédit confirmée de 300 M€ non tirée et dont l'échéance est janvier 2023.

Le groupe ne prévoit pas de difficulté majeure en terme de trésorerie sur 2021 au regard du contexte économique et sanitaire à date.

En ce qui concerne l'impact de la pandémie sur ses résultats

L'activité d'Idemia fait preuve d'une certaine résilience avec un bon niveau de demande mondiale et la reconnaissance de ses activités en tant qu'activité principale.

Le Covid a principalement frappé nos activités de solutions gouvernementales et, dans une plus large mesure, les activités de Noram Identity & Security, souffrant de la non-capacité des personnes à accéder aux installations administratives en raison des blocages (impact sur les documents d'identité et sur l'inscription administrative) et de la très forte réduction du trafic aérien américain (activité de pré-vérification de la TSA).

Un plan d'action solide a été mis en œuvre pour limiter l'impact de la baisse des ventes sur la rentabilité et la liquidité.

4. EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SOCIETE

La société prévoit une baisse de 1,2% de son chiffre d'affaires en 2021.

5. EVENEMENTS SURVENUS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement particulier n'est à signaler.

6. ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La Société investit dans des opérations de Recherche et Développement sur l'ensemble de ses segments d'activité. Les équipes, situées principalement à Pessac, Courbevoie et Vitré, couvrent plusieurs domaines clés :

- Logiciels sécurisés embarqués dans les puces
- Services de personnalisation
- Solutions dynamiques de gestion d'applications et processus de fabrication
- Algorithmes cryptographiques
- Applications sécurisées
- Système de gestion d'identité.

La Société est propriétaire et détient les droits exclusifs d'un grand nombre de brevets et autres éléments de propriété intellectuelle. La Société a un portefeuille de 638 familles de brevets contre 723 familles de brevets au 31 décembre 2019 dont la durée moyenne de validité est de 15 ans.

La Recherche et Développement est une priorité dont dépend le succès du Groupe. Elle permet de développer une offre large et de nouvelles solutions, mais aussi de saisir des opportunités à haute valeur ajoutée. L'objectif de la Société est de renforcer ses avantages concurrentiels dans la sécurité et les services.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges en 2020 à hauteur de 49,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 61,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en minoration de l'impôt sur les sociétés, pour un montant de 7 702 milliers d'euros, contre 6 634 milliers d'euros en 2019.

7. FILIALES ET PARTICIPATIONS

7.1. ACTIVITES DES FILIALES ET DES SOCIETES DETENUES DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT

Ces filiales sont détenues directement ou indirectement par IDEMIA France S.A.S. à un pourcentage supérieur ou égal à 50% (excluant en particulier des participations minoritaires dans d'autres sociétés).

Liste des entités contrôlées au sens L. 233-3 du Code de commerce	
France	Moyen-Orient - Afrique
Idemia Identity & Security France SAS	Oberthur Technologies South Africa (PTY) Ltd
Oberthur Scratch Cards SAS	Oberthur Technologies Africa (Pty) Ltd
Facepoint SAS	IDEMIA Southern Africa (Pty) Ltd
SCI OSC/Immo	Morpho Cards South Africa
Gold France SAS	IDEMIA Holdings South Africa (Pty) Ltd
IDEMIA Starchip SAS	Oberthur Technologies Technoloji Sanayi Ve Ticaret Limited Sirketi
	IDEMIA KIMLIK VE GELESTIRME SATIS VE TICARET ANONIM SIRKETI
Asie - Pacifique	IDEMIA Middle East FZE
IDEMIA Australasia (Pty) Ltd	IDEMIA Côte d'Ivoire SA
Oberthur Technologies Australia Pty Ltd	Morpho Saudi Arabia Ltd
Oberthur Technologies Beijing Co Ltd	FP Morocco Sarlu
IDEMIA Shenzhen Technologies Company	Oberthur Technologies Burkina Faso
Morpho Security System (Shanghai) Co Ltd	IDEMIA Egypt LLC
IDEMIA Hong Kong Ltd	Mali Solutions Numériques
PT I'M Technologies	IDEMIA Morocco SA
PT Oberthur Technologies Indonesia	Oberthur Technologies Maroc SARL
IDEMIA Japan KK	IDEMIA Technologies Nigeria Ltd
IDEMIA Korea Inc	Orga Cards Products Investment
IDEMIA Malaysia sdn. Bhd.	Morpho Mozambique
Oberthur Technologies Malaysia Sdn Bhd	Morpho Investment Company One
IDEMIA Pakistan (Private) Ltd	Morpho Investment Company Two
IDEMIA Philippines Inc.	
IDEMIA Singapore Pte Ltd	Amérique du Nord
Oberthur Technologies Singapore Pte Ltd	IDEMIA Identity & Security Canada Inc.
IDEMIA Thailand Co. Ltd	Oberthur Technologies of Canada Inc
IDEMIA Vietnam Co.LTD.	Morpho N. A., Inc.
Europe	Morpho USA, Inc.
ALEAT SHPK	IDEMIA Identity & Security USA LLC
IDEMIA Denmark AS	NID Security Inc.
IDEMIA Spain Prodo S.L	IDEMIA America Corp
IDEMIA Technologies Iberica SAU.	Oberthur Technologies of America Holdings
IDEMIA Finland Oy	IDEMIA National Security Solutions LLC
IDEMIA Finland Segenmark OY	L1 Secure Credentialing

Europe

ALEAT SHPK
 IDEMIA Denmark AS
 IDEMIA Spain Prodo S.L
 IDEMIA Technologies Iberica SAU.
 IDEMIA Finland Oy
 IDEMIA Finland Segenmark OY
 IDEMIA Identity & Security Germany AG
 IDEMIA Germany GmbH
 IDEMIA Hungary Kft
 IDEMIA Italy S.R.L.
 Security Card Concept
 Qazaqstan Identity & Security LLP
 IDEMIA Latvia SIA
 IDEMIA Norway AS
 IDEMIA The Netherlands B.V.
 IDEMIA Services B.V.
 Identitiet & Diensten B.V
 IDEMIA Poland sp.Zo.o
 IDEMIA Poland R&D Sp.Zo.o
 IDEMIA Portugal Lda
 IDEMIA Czech republic Sro
 IDEMIA Solutions Crech s.r.o.
 Morpho Cards Romania
 IDEMIA Technologies Romania SRL

 IDEMIA Identity & Security UK Ltd

 IDEMIA UK Holding Ltd

 IDEMIA UK Ltd
 IDEMIA UK Pension Trustee
 IDEMIA UK Property Ltd
 Oberthur Technologies LLC
 IDEMIA Rus, JSC
 Abnote Europe Sro
 IDEMIA Sweden AB
 IDEMIA Sweden AB:s Personalstiftelse
 IDEMIA Sweden Company AB
 IDEMIA Switzerland AG
 NID Security S.A

Amérique Latine

L-1 Identity Solutions (Panama)
 Morpho cards Argentina SA
 IDEMIA do Brasil
 IDEMIA Colombia SAS
 IDEMIA Costa Rica SA
 IDEMIA Mexico S. de RL de CV
 IDEMIA del Peru SA
 L-1 Identity Solutions (Mexico)

Inde

Oberthur Technologies India Private Limited
 Oberthur Technologies Software Factory Private Ltd
 IDEMIA Identity & Security India Private Ltd
 L-1 Identity Solutions op co Private Limited
 Smart Chip Private Limited
 Idemia Syscom India Private Ltd

7.2. MOUVEMENTS DES TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES

Figure en 7-1 au présent rapport une liste des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

8. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code général des impôts, nous vous informons que la Société a engagé des dépenses non déductibles pour un montant de 320 679 euros.

9. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 481 984 746 euros, comme suit :

▪ Montant du report à nouveau débiteur avant affectation :	- 282 288 769 euros
▪ Affectation au report à nouveau :	- 481 984 746 euros
▪ Montant du report à nouveau débiteur après affectation :	- 764 273 515 euros

10. DIVIDENDES VERSES – JETONS DE PRESENCE

Nous vous rappelons, conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Il vous est proposé de ne pas verser de jetons de présence aux membres du Conseil d'administration, conformément à la pratique des années précédentes.

11. DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET CLIENTS

La Société applique les dispositions de l'article L.441-6 du Code de commerce en réglant ses fournisseurs au plus tard à 45 jours date d'émission de la facture. Les contrats avec les fournisseurs et les applications de règlement des factures ont été adaptés en ce sens.

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes sur les délais de paiement de nos fournisseurs :

Au 31/12/2019-En milliers d'euros	1 à 30 jours	de 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	TOTAL
Factures échues par tranches de retard de paiement				
Montant	24 062	7 321	4 176	35 558
Nombre de factures	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	
Pourcentage des achats	3,64%	1,11%	0,63%	5,39%
Factures non parvenues				62 248
Factures externes non parvenues				59 289
Factures Intra-Groupe non parvenues				2 958
Total	24 062	7 321	4 176	
dont fournisseurs intra groupe	18 648	6 554	3 669	

Sur les 35 558 K€, 28 871 K€ sont des dettes fournisseurs intra group échues

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D. 441-4 I al.2 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes sur les délais de paiement de nos clients :

Au 31/12/2020-En milliers d'euros	1 à 30 jours	de 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	TOTAL
Créances échues				
Montant	7 341	3 292	41 842	52 475
Nombre de factures	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	0
Pourcentage des ventes	0,87%	0,39%	4,99%	
Factures à établir				17 983
Factures externes à établir				15 477
Factures Intra-Groupe à établir				2 507
Total des créances clients	7 341	3 292	41 842	
dont clients intra groupe	5 073	3 392	17 010	

Sur les 52 475 K€, 25 476 K€ sont des créances clients intra group échues

12. INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX (JURIDIQUE)

12.1. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Société était composé de :

- Yann Delabrière (Président du Conseil),
- Pierre Barrial (Administrateur et Président de la Société),
- Bpifrance Investissement (Administrateur représentée par Thierry Sommelet),
- Jean-François Cirelli (Administrateur),
- Constantin Sabet d'Acre (Administrateur), et
- Thomas-Alexander Weisman (Administrateur).

Par ailleurs, Jean-Luc Vo Van Qui, représentant de l'Etat, assiste à l'ensemble des réunions du Conseil d'administration sans voix délibérative.

Après examen de la situation des mandats des administrateurs, il ne ressort qu'aucun des mandats est parvenu à son terme.

Le nombre de membres du Conseil d'administration ne tombant pas sous le nombre minimum requis par les dispositions légales et statutaires en vigueur, il n'est pas nécessaire de procéder à la nomination de nouveaux membres.

12.2. ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS OU OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIRIGEANTS

▪ Stock-options

Au titre de l'exercice 2020, aucune option n'a été consentie aux mandataires sociaux de la Société, par la Société elle-même, par celles qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du même Code.

▪ Actions gratuites

Il n'a pas été procédé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'attribution d'actions gratuites au profit des mandataires sociaux par la Société elle-même, par celles qui lui sont liées au

sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du même Code.

13. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous rappelons que la société Ernst & Young exerce la fonction de Commissaire aux comptes titulaires. Son mandat expirera respectivement à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes des exercices clos les 31 décembre 2022.

14. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 227-10 du Code de commerce, vous serez appelés à vous prononcer sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions réglementées conclues ou qui se sont poursuivies au titre de l'exercice 2020.

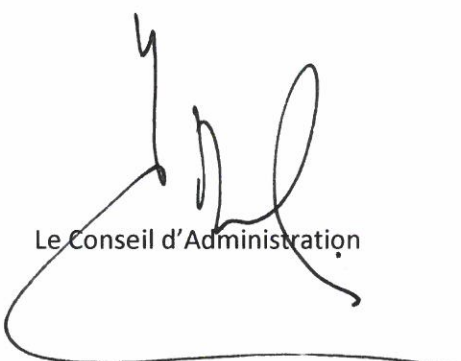
Le Conseil d'administration a effectué une revue de l'ensemble des conventions conclues susceptibles d'entrer dans le champ d'application des conventions réglementées.

A cette occasion, nous vous informons qu'il n'a pas été constaté de conventions nouvelles répondant aux critères visés par la réglementation et conclues au cours de l'exercice 2020 et qu'aucune convention réglementée conclue au cours des exercices antérieurs ne s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020.

15. ETAT DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vous trouverez joint au présent rapport en Annexe C un tableau récapitulatif des délégations financières en cours de validité octroyées par l'assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce.

Fait à Courbevoie, le 17 Février 2021


Le Conseil d'Administration

Annexe A- Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice (mois)	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	42 959 506	42 959 506	42 959 506	42 959 506	22 310 409
Nombre d'actions					
- ordinaires	214 797 532	214 797 532	214 797 532	214 797 532	111 552 046
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	841 656 985	869 825 376	712 680 793	759 111 094	786 521 821
Résultat avant impôt, participation, dot amortissements et provisions	-19 258 369	-77 332 978	-75 458 448	-93 278 592	25 059 028
Impôts sur les bénéfices	-7 591 367	-6 441 487	-6 108 307	-7 002 264	-8 162 559
Participation des salariés					
Résultat net	-481 984 746	-98 889 467	-130 683 332	-146 729 357	5 523 082
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-0,05	-0,33	-0,32	-0,40	0,30
Résultat après impôt, participation dot.amortissements et provisions	-2,24	-0,46	-0,61	-0,68	0,05
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	1353	1 381	1352	1402	1484
Masse salariale (1)	90 614 125	86 614 625	77 274 132	82 905 563	80 879 350
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	44 155 014	51 996 565	35 050 884	36 465 967	35 326 039

(1) Traitement au sens du plan comptable général

Annexe B - Délégations de pouvoirs et compétences en matière d'augmentations de capital

Néant

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DU RESULTAT DE LA CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE DES ASSOCIES INITIEE LE 22 JUIN 2021
--

Les associés de la Société (les "**Associés**") ont été consultés, dans le cadre de la consultation par correspondance initiée par le Président le 22 juin 2021 conformément à l'article 16.3.2 des statuts de la Société, sur l'ordre du jour suivant :

(...)

2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

(...)

4. Pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités

Les Associés ont reçu le 22 juin 2021 le rapport du Conseil d'administration, le texte des résolutions, les rapports du Commissaire aux comptes et un formulaire de vote par correspondance.

Le Commissaire aux comptes de la Société a été également informé des résolutions proposées.

Le Président déclare avoir invité les Associés à lui retourner leur formulaire de vote dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception du texte des résolutions proposées pour émettre un vote par tous moyens écrits y compris par transmission électronique.

Il résulte du dépouillement des votes que les votes suivants ont été émis sur les résolutions proposées.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Les Associés, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes, décident d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de (481.984.746) euros, comme suit :

- Montant du report à nouveau débiteur avant affectation	(282.288.769) euros
- Affectation 2020 au report à nouveau débiteur	(481.984.746) euros
- Montant du report à nouveau débiteur après affectation	(764.273.515) euros

Les Associés prennent acte qu'aucun dividende n'a été distribué par la Société au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée comme suit :

Vote pour : 214.797.533 voix

Vote contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

QUATRIEME RESOLUTION

Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal des présentes, à l'effet d'effectuer toutes formalités prévues par la loi.

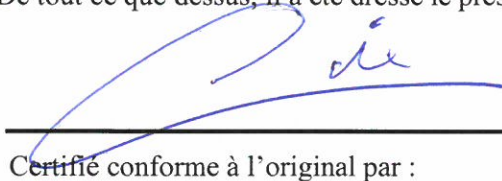
Cette résolution est adoptée comme suit :

Vote pour : 214.797.533 voix

Vote contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'A. Cadieux', is written over a horizontal line.

Certifié conforme à l'original par :

Adrien CADIEUX, Directeur Juridique

IDEMIA France S.A.S.

Société par actions simplifiée au capital social de 42 959 506,60 euros
Siège social : 2, Place Samuel de Champlain 92400 Courbevoie
340 709 534 RCS NANTERRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Chers Associés,

Conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, nous avons l'honneur de vous rendre compte de notre gestion et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'entendre les rapports des Commissaires aux comptes, ainsi que de décider de l'affectation du résultat.

Les convocations prescrites vous ont été adressées dans les formes et délais statutaires et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur et les statuts de votre Société ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1. ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

L'activité 2020 a été marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 28 168 K€ par rapport à 2019, qui s'explique principalement par la vente des produits et systèmes

En termes de zones géographiques, la baisse est observée sur l'Asie et l'Amérique du Nord.

1.2. PRÉSENTATION DES COMPTES

Les états financiers que nous soumettons à votre approbation sont établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces comptes annuels 2020 sont identiques à ceux de l'exercice 2019.

1.2.1. Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Ventes de marchandises		298	171
Production vendue de biens	3.1	635 770	686 815
Production vendue de services	3.1	205 589	182 839
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3.1	841 657	869 825
Production stockée		-2 421	-31
Production immobilisée		29 231	4 568
Subventions d'exploitation		581	338
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges		16 644	16 136
Autres produits		13 547	19 934
PRODUITS D'EXPLOITATION		899 240	910 771
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		0	49
Achats de matières premières et autres approvisionnements		364 588	427 387
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		2 745	5 408
Autres achats et charges externes		295 690	319 518
Impôts, taxes et versements assimilés		10 369	7 743
Salaires et traitements	3.5	90 614	86 615
Charges sociales	3.5	44 155	51 997
Dotations d'exploitation :		0	0
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3.8	19 575	18 236
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		8 024	5 235
Dotations aux provisions		20 240	21 474
Autres charges		34 741	36 143
CHARGES D'EXPLOITATION		890 742	979 803
RESULTAT D'EXPLOITATION		8 498	-69 032
Produits financiers de participations		23 758	14 352
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		10 235	20 794
Autres intérêts et produits assimilés		319	3 972
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		15 632	8 296
Différences positives de change		25 663	24 795
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
PRODUITS FINANCIERS		75 606	72 210
Dotations financières aux amortissements et provisions		449 063	6 191
Intérêts et charges assimilées		74 292	60 144
Différences négatives de change		41 517	25 785
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
CHARGES FINANCIERES		564 872	92 120
RESULTAT FINANCIER	4.2	-489 265	-19 910
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-480 768	-88 943
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		6	6 496
Produits exceptionnels sur opérations en capital		12 052	2 693
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		2 953	2 503
PRODUITS EXCEPTIONNELS		15 010	11 693
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 717	20 892
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 066	3 391
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		9 036	3 797
CHARGES EXCEPTIONNELLES		23 819	28 080
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3.9	-8 809	-16 387
Participation des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	5	-7 591	-6 441
RESULTAT NET		-481 985	-98 889

▪ Résultat d'exploitation

Le chiffre d'affaires de la Société a diminué en 2020 de 28 168 milliers d'euros (-3%) par rapport à l'exercice précédent. Il s'élève à 841 657 milliers d'euros en 2020 contre 869 825 milliers d'euros en 2019. Cette baisse s'explique notamment par la diminution de l'activité du périmètre Financial Institutions aux Etats Unis, lié principalement à un contrat significatif en 2019.

Les achats de matières première et autres approvisionnements ont diminué de 62 799 milliers d'euros. Cette baisse est liée à la baisse du chiffre d'affaires et à l'amélioration du mix client (notamment lié à un contrat particulier).

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 295 690 milliers d'euros en 2020 contre 319 518 milliers d'euros en 2019, soit une baisse de 23 828 milliers d'euros. Cette baisse s'explique principalement par des mesures de réductions des charges opérationnelles suite à la pandémie (gel des embauches et des frais de recrutements, frais de déplacement et d'hébergement, frais de consultants et autres frais de tiers).

Les charges de personnel s'élèvent à 134 769 milliers d'euros contre 138 612 en 2019. Cette baisse s'explique par une réduction de la part variable des collaborateurs en lien avec l'activité de la société.

Les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation, nettes de reprises¹, représentent une charge de 31 195 milliers d'euros en 2020 contre 28 809 milliers d'euros en 2019.

Compte tenu de ce qui précède, le résultat d'exploitation est un gain de 8 498 milliers d'euros en 2020 contre une perte de 69 032 milliers d'euros en 2019.

▪ Résultat financier

La baisse du résultat financier par rapport à 2019 s'explique principalement par la hausse des pertes de change, l'augmentation des intérêts sur compte courants aux filiales et des dépréciations des titres de participations pour 445 715 milliers d'euros dont principalement sur la société Idemia Identity & Security France.

▪ Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2020 est une perte de 8 809 milliers d'euros contre une perte de 16 387 milliers d'euros en 2019. La hausse du résultat exceptionnel 2020 s'explique principalement par le fait qu'au cours de l'exercice 2019, dans le cadre de la simplification de ses structures et de l'amélioration de sa compétitivité, le Groupe IDEMIA a décidé de transformer le modèle opérationnel d'IDEMIA GMBH. Cette décision a donné lieu au paiement par IDEMIA France d'une indemnité d'un montant de 20,5 millions d'euros. En sens inverse, le contentieux fiscal commencé en 2011 est clôturé en 2019 au profit d'IDEMIA France avec un gain exceptionnel de 6 700 milliers d'euros.

▪ Résultat net

Les crédits d'impôts (recherche principalement), présentés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés, représentent 7 591 milliers d'euros en 2020.

Le résultat net après impôts de l'exercice est une perte de 481 985 milliers d'euros contre 98 889 milliers d'euros en 2019.

¹ Dotations d'exploitation diminuées des reprises sur dépréciations, provisions et amortissements et des transferts de charges.

1.2.2. Bilan

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.8		
Frais d'établissement		0	0
Recherche et développement		3 367	2 242
Concessions, brevets et droits similaires		13 080	10 431
Fonds commercial		0	0
Autres immobilisations incorporelles		33 809	11 715
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.8		
Terrains		0	0
Constructions		214	197
Installations techniques, mat. et outillage		8 979	11 665
Autres immobilisations corporelles		9 763	10 685
Immobilisations en cours		1 795	2 989
Avances et acomptes		50	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3.8		
Participations		1 864 231	2 308 608
Créances rattachées à des participations		45 661	28 679
Autres titres immobilisés		11	12
Prêts		506	126
Autres immobilisations financières		5 863	5 621
ACTIF IMMOBILISE		1 987 329	2 392 969
STOCKS ET EN-COURS	3.3		
Matières premières, approvisionnements		13 850	15 400
En-cours de production de biens		4 482	10 922
En-cours de production de services		1 512	1 818
Produits intermédiaires et finis		7 504	4 963
Marchandises		0	0
Avances, acomptes versés sur commandes	3.2	1 707	2 917
CREANCES	3.2		
Créances clients et comptes rattachés		180 886	189 763
Autres créances		367 463	397 381
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Valeurs mobilières de placement		0	0
Disponibilités	4.1	50 670	75 280
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance	3.2	15 903	19 496
ACTIF CIRCULANT		643 977	717 940
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4.1.2	21 222	28 253
Primes de remboursement des obligations		0	0
Ecarts de conversion actif	3.7	7 627	6 077
TOTAL DE L'ACTIF		2 660 155	3 145 240

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		42 960	42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 506 642	1 506 642
Ecart de réévaluation		0	0
Réserve légale		3 379	3 379
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées		0	0
Autres réserves		0	0
Report à nouveau		-282 289	-183 399
Résultat de l'exercice		-481 985	-98 889
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		14 233	8 540
CAPITAUX PROPRES	6	802 939	1 279 231
Produits des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	10
AUTRES FONDS PROPRES		0	10
Provisions pour risques		62 924	61 233
Provisions pour charges		23 038	19 540
PROVISIONS	3.7	85 962	80 773
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.1	1 187 029	1 226 462
Emprunts et dettes financières divers	4.1	336 162	268 083
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		13 531	12 752
DETTES D'EXPLOITATION	3.6		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		158 832	187 685
Dettes fiscales et sociales		43 351	44 482
DETTES DIVERSES	3.6		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 234	17 919
Autres dettes		14 872	15 107
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance	3.6	9 207	9 347
DETTES		1 766 218	1 781 836
Ecart de conversion passif		5 037	3 389
TOTAL DU PASSIF		2 660 155	3 145 240

■ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des activations des frais de recherche et développement.

■ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont en baisse de 426 775 milliers d'euros en 2020. Cette variation s'explique principalement par la constitution des dépréciations sur titres de participations pour 445 718 milliers d'euros.

■ Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	31-déc 2019	Affectation Résultat 2019	Autres mouvements	Résultat 2020	31-déc 2020
Capital social	42 960				42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 506 642				1 506 642
Réserve légale	3 379				3 379
Report à nouveau	-183 399	-98 889			-282 288
Résultat de l'exercice	-98 889	98 889		-481 985	-481 985
Situation nette	1 270 693	0	0	-481 985	788 707
Provisions réglementées	8 540		5 693		14 233
CAPITAUX PROPRES	1 279 231	0	5 693	-481 985	802 939

■ Effectif moyen

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Cadres et agents de maîtrise	941	919
Employés	209	219
Ouvriers	203	243
EFFECTIF MOYEN	1 353	1 381

Ces effectifs correspondent aux effectifs moyens au cours de l'exercice 2020 et 2019.

La Société rédige chaque année un bilan social, disponible au siège de la Société.

1.2.3. Passifs éventuels

■ Enquête judiciaire concernant l'activité PSI au Bangladesh

En novembre 2017, la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France) ont conclu un accord transactionnel après que l'entreprise ait reconnu des paiements indus faits à un sous-traitant et un comportement inapproprié afin de modifier les spécifications d'un marché en vue de restreindre la concurrence et s'assurer l'attribution d'un contrat de fourniture de cartes d'électeur auprès de la Commission Electorale du Bangladesh en janvier 2015. L'accord

transactionnel prévoyait une période d'exclusion de 2,5 ans pour les contrats financés par la Banque Mondiale (sous réserve de la mise en place de mesures correctives satisfaisantes), qui s'appliquait à l'ancienne entité Oberthur Technologies (IDEMIA France) et à ses filiales autres que l'ancienne entité Morpho (IDEMIA Identity & Security France) et ses filiales. L'exclusion a été étendue à d'autres banques internationales de développement.

Un expert indépendant a été nommé par IDEMIA, à la demande de la Banque Mondiale, pour effectuer un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale. La levée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

■ Information judiciaire sur l'activité fiduciaire

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France pour corruption et blanchiment d'argent en relation avec l'exécution de contrats au cours de la période 2008/2011 relatifs à son ancienne activité fiduciaire en Angola. Cette activité a été cédée préalablement à l'acquisition d'Oberthur par Advent en 2011. La société a été mise en examen par le juge d'instruction le 27 juin 2019 sur le fondement des charges susmentionnées. La Société estime avoir de solides arguments en défense et bénéficie d'un engagement d'indemnisation de la part de la société qui a cédé IDEMIA France à Advent.

Est joint en **Annexe A** au présent rapport, le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

L'endettement financier net se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Intérêts courus	-	-
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Emprunt BPI	10 000	-
Intérêts courus	-	-
Emprunt BPI	10 000	-
Comptes courants bancaires	3 575	-
Autres intérêts courus	704	627
Autres	4 280	627
	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 197 075	1 218 422
	-	-
Participation des salariés	142	129
Intérêts courus sur participation	21	12
Participation des salariés	163	142
Dépôts et cautionnements	-	-
Comptes courants	314 082	252 860
Intérêts sur comptes courants	93	540
Autres financements court terme	11 777	14 529
Emprunts et dettes financières	1 523 191	1 486 492
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	-50 670	-67 226
	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER NET	1 472 521	1 419 266

Term loan B1

Un TLB avait été souscrit avec une échéance au 10 janvier 2024. Le TLB a initialement été tiré pour un montant de 1 182,8 millions d'euros qui se décompose en 2 tranches :

- Tranche B1 pour un montant de 327 795 milliers d'euros;
- Tranche B2 pour un montant de 855 000 milliers d'euros.

Les intérêts sont payés trimestriellement sur une base Euribor 3 mois plus 3,75% avec un *floor* de 0%.

Ligne de crédit renouvelable (« Revolving Credit Facility »)

Le Groupe possède une ligne de crédit renouvelable qui peut être tirée pour les besoins généraux de l'entreprise dans différentes devises pour un montant maximum de 300 millions d'euros. Les tirages peuvent avoir une durée d'un, trois ou six mois. A fin décembre 2020, nous n'avons pas utilisée la ligne de crédit.

Cette ligne de crédit expire le 10 janvier 2023 et le taux d'intérêt est égal à Euribor 3 mois plus 3,75 % avec un floor de 0% pour la partie tirée et la commissions d'engagement sur le montant non tiré est de 35% de la marge.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ECOULE

3.1. GOUVERNANCE

Pierre Barrial a été nommé Président d'IDEMIA France par décision de l'Assemblée générale du 26 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Yann Delabrière, démissionnaire.

Yann Delabrière a été nommé Président du Conseil d'administration d'IDEMIA France par décision du Conseil d'administration du 18 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Jean-François Cirelli, démissionnaire.

3.2. CONTRAT GOVERNMENT SOLUTIONS

Dans le cadre de l'accord transactionnel conclu en novembre 2017 entre la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France), un expert indépendant a été nommé par IDEMIA France pour mener un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale.

La demande de mainlevée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

3.3. EPIDEMIE COVID 19

L'épidémie covid-19, apparue fin décembre 2019 en Chine et qui touche aujourd'hui plusieurs autres régions du monde comme l'Europe, LATAM et les Etats-Unis, a conduit les gouvernements d'un certain nombre de pays dans lesquels IDEMIA opère à adopter des mesures pour contenir et restreindre la circulation des personnes et des marchandises. Cette pandémie, dont la durée et l'ampleur sont difficiles à évaluer à ce stade, a un impact majeur sur l'économie mondiale, perturbant les chaînes d'approvisionnement, provoquant des fermetures de sites industriels et pesant sur la demande de nos clients dans le monde entier.

La réponse du Groupe IDEMIA à cette pandémie a été sur trois points :

- Protéger ses employés,
- Protéger ses clients,
- Protéger ses flux de trésorerie.

Protéger les employés

Face à cette pandémie, la priorité du Groupe est la santé et la sécurité de ses collaborateurs et des mesures appropriées sont mises en œuvre sur ses sites pour assurer la meilleure protection de la santé possible pour tous. Le travail à distance est très largement favorisé chaque fois qu'il est compatible avec les besoins de continuité d'entreprise.

Pour les employés dont le poste n'est pas compatible avec le travail à distance, des règles pour les gestes de barrière sont mises en œuvre (se laver les mains régulièrement, éviter de serrer la main, maintenir une distance d'au moins 2 mètres, etc.), le contrôle de la température corporelle est mis en œuvre avant tout accès aux différents sites, etc.

Selon les pays, la même approche est suivie, ajustée selon les directives des autorités locales.

Protéger ses clients

Afin d'optimiser la continuité de notre chaîne d'approvisionnement en cette période tendue, IDEMIA a décidé d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie mondiale d'approvisionnement 2020 et d'améliorer encore sa capacité d'approvisionnement pour certains matériaux et composants essentiels. Cette initiative permettrait à IDEMIA d'avoir plus de sources alternatives disponibles pour répondre à la demande et continuer à servir ses clients.

Le groupe accorde une grande priorité à l'ouverture des commandes de ses clients et met en place des réacheminements de sa production à partir d'usines qui sont contraintes de fermer vers d'autres usines ouvertes dans d'autres pays où le Groupe opère. Il n'y a pas eu de fermeture majeure de site dans le monde.

Protéger ses flux de trésorerie

Les flux de trésorerie des sociétés françaises du groupe ont été affectés par les variations de l'activité du groupe dans son ensemble, en France et à l'international dans la mesure où la trésorerie d'IDEMIA France et Idemia Identity & Security France est abondée par les excédents de trésorerie des filiales et des succursales. Pour protéger les flux de trésorerie, le groupe a mis en place les mesures suivantes :

- Une gestion prudente des dépenses d'exploitation et investissements,
- Utilisation des mesures d'urgence économique mises en place par l'Etat français : décalage des paiements des cotisations sociales et des charges d'impôt
- Cessions de certains actifs (cession bail)
- Utilisation du crédit syndiqué confirmé et mis à disposition par un pool bancaire en cas de besoin

A fin 2020, la liquidité du groupe et des sociétés françaises du groupe est préservée avec une sécurité financière de 470 M€ à fin 2020, incluant une encaisse de 170 M€ et une ligne de crédit confirmée de 300 M€ non tirée et dont l'échéance est janvier 2023.

Le groupe ne prévoit pas de difficulté majeure en terme de trésorerie sur 2021 au regard du contexte économique et sanitaire à date.

En ce qui concerne l'impact de la pandémie sur ses résultats

L'activité d'Idemia fait preuve d'une certaine résilience avec un bon niveau de demande mondiale et la reconnaissance de ses activités en tant qu'activité principale.

Le Covid a principalement frappé nos activités de solutions gouvernementales et, dans une plus large mesure, les activités de Noram Identity & Security, souffrant de la non-capacité des personnes à accéder aux installations administratives en raison des blocages (impact sur les documents d'identité et sur l'inscription administrative) et de la très forte réduction du trafic aérien américain (activité de pré-vérification de la TSA).

Un plan d'action solide a été mis en œuvre pour limiter l'impact de la baisse des ventes sur la rentabilité et la liquidité.

4. EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SOCIETE

La société prévoit une baisse de 1,2% de son chiffre d'affaires en 2021.

5. EVENEMENTS SURVENUS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement particulier n'est à signaler.

6. ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La Société investit dans des opérations de Recherche et Développement sur l'ensemble de ses segments d'activité. Les équipes, situées principalement à Pessac, Courbevoie et Vitré, couvrent plusieurs domaines clés :

- Logiciels sécurisés embarqués dans les puces
- Services de personnalisation
- Solutions dynamiques de gestion d'applications et processus de fabrication
- Algorithmes cryptographiques
- Applications sécurisées
- Système de gestion d'identité.

La Société est propriétaire et détient les droits exclusifs d'un grand nombre de brevets et autres éléments de propriété intellectuelle. La Société a un portefeuille de 638 familles de brevets contre 723 familles de brevets au 31 décembre 2019 dont la durée moyenne de validité est de 15 ans.

La Recherche et Développement est une priorité dont dépend le succès du Groupe. Elle permet de développer une offre large et de nouvelles solutions, mais aussi de saisir des opportunités à haute valeur ajoutée. L'objectif de la Société est de renforcer ses avantages concurrentiels dans la sécurité et les services.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges en 2020 à hauteur de 49,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 61,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en minoration de l'impôt sur les sociétés, pour un montant de 7 702 milliers d'euros, contre 6 634 milliers d'euros en 2019.

7. FILIALES ET PARTICIPATIONS

7.1. ACTIVITES DES FILIALES ET DES SOCIETES DETENUES DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT

Ces filiales sont détenues directement ou indirectement par IDEMIA France S.A.S. à un pourcentage supérieur ou égal à 50% (excluant en particulier des participations minoritaires dans d'autres sociétés).

Liste des entités contrôlées au sens L. 233-3 du Code de commerce	
France	Moyen-Orient - Afrique
Idemia Identity & Security France SAS	Oberthur Technologies South Africa (PTY) Ltd
Oberthur Scratch Cards SAS	Oberthur Technologies Africa (Pty) Ltd
Facepoint SAS	IDEMIA Southern Africa (Pty) Ltd
SCI OSC/Immo	Morpho Cards South Africa
Gold France SAS	IDEMIA Holdings South Africa (Pty) Ltd
IDEMIA Starchip SAS	Oberthur Technologies Technoloji Sanayi Ve Ticaret Limited Sirketi
	IDEMIA KIMLIK VE GELESTIRME SATIS VE TICARET ANONIM SIRKETI
Asie - Pacifique	IDEMIA Middle East FZE
IDEMIA Australasia (Pty) Ltd	IDEMIA Côte d'Ivoire SA
Oberthur Technologies Australia Pty Ltd	Morpho Saudi Arabia Ltd
Oberthur Technologies Beijing Co Ltd	FP Morocco Sarlu
IDEMIA Shenzhen Technologies Company	Oberthur Technologies Burkina Faso
Morpho Security System (Shanghai) Co Ltd	IDEMIA Egypt LLC
IDEMIA Hong Kong Ltd	Mali Solutions Numériques
PT I'M Technologies	IDEMIA Morocco SA
PT Oberthur Technologies Indonesia	Oberthur Technologies Maroc SARL
IDEMIA Japan KK	IDEMIA Technologies Nigeria Ltd
IDEMIA Korea Inc	Orga Cards Products Investment
IDEMIA Malaysia sdn. Bhd.	Morpho Mozambique
Oberthur Technologies Malaysia Sdn Bhd	Morpho Investment Company One
IDEMIA Pakistan (Private) Ltd	Morpho Investment Company Two
IDEMIA Philippines Inc.	
IDEMIA Singapore Pte Ltd	Amérique du Nord
Oberthur Technologies Singapore Pte Ltd	IDEMIA Identity & Security Canada Inc.
IDEMIA Thailand Co. Ltd	Oberthur Technologies of Canada Inc
IDEMIA Vietnam Co.LTD.	Morpho N. A., Inc.
Europe	Morpho USA, Inc.
ALEAT SHPK	IDEMIA Identity & Security USA LLC
IDEMIA Denmark AS	NID Security Inc.
IDEMIA Spain Prodo S.L	IDEMIA America Corp
IDEMIA Technologies Iberica SAU.	Oberthur Technologies of America Holdings
IDEMIA Finland Oy	IDEMIA National Security Solutions LLC
IDEMIA Finland Segenmark OY	L1 Secure Credentialing

Europe

ALEAT SHPK
 IDEMIA Denmark AS
 IDEMIA Spain Prodo S.L
 IDEMIA Technologies Iberica SAU.
 IDEMIA Finland Oy
 IDEMIA Finland Segenmark OY
 IDEMIA Identity & Security Germany AG
 IDEMIA Germany GmbH
 IDEMIA Hungary Kft
 IDEMIA Italy S.R.L.
 Security Card Concept
 Qazaqstan Identity & Security LLP
 IDEMIA Latvia SIA
 IDEMIA Norway AS
 IDEMIA The Netherlands B.V.
 IDEMIA Services B.V.
 Identitiet & Diensten B.V
 IDEMIA Poland sp.Zo.o
 IDEMIA Poland R&D Sp.Zo.o
 IDEMIA Portugal Lda
 IDEMIA Czech republic Sro
 IDEMIA Solutions Crech s.r.o.
 Morpho Cards Romania
 IDEMIA Technologies Romania SRL

 IDEMIA Identity & Security UK Ltd

 IDEMIA UK Holding Ltd

 IDEMIA UK Ltd
 IDEMIA UK Pension Trustee
 IDEMIA UK Property Ltd
 Oberthur Technologies LLC
 IDEMIA Rus, JSC
 Abnote Europe Sro
 IDEMIA Sweden AB
 IDEMIA Sweden AB:s Personalstiftelse
 IDEMIA Sweden Company AB
 IDEMIA Switzerland AG
 NID Security S.A

Amérique Latine

L-1 Identity Solutions (Panama)
 Morpho cards Argentina SA
 IDEMIA do Brasil
 IDEMIA Colombia SAS
 IDEMIA Costa Rica SA
 IDEMIA Mexico S. de RL de CV
 IDEMIA del Peru SA
 L-1 Identity Solutions (Mexico)

Inde

Oberthur Technologies India Private Limited
 Oberthur Technologies Software Factory Private Ltd
 IDEMIA Identity & Security India Private Ltd
 L-1 Identity Solutions op co Private Limited
 Smart Chip Private Limited
 Idemia Syscom India Private Ltd

7.2. MOUVEMENTS DES TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES

Figure en 7-1 au présent rapport une liste des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

8. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code général des impôts, nous vous informons que la Société a engagé des dépenses non déductibles pour un montant de 320 679 euros.

9. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 481 984 746 euros, comme suit :

▪ Montant du report à nouveau débiteur avant affectation :	- 282 288 769 euros
▪ Affectation au report à nouveau :	- 481 984 746 euros
▪ Montant du report à nouveau débiteur après affectation :	- 764 273 515 euros

10. DIVIDENDES VERSES – JETONS DE PRESENCE

Nous vous rappelons, conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Il vous est proposé de ne pas verser de jetons de présence aux membres du Conseil d'administration, conformément à la pratique des années précédentes.

11. DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET CLIENTS

La Société applique les dispositions de l'article L.441-6 du Code de commerce en réglant ses fournisseurs au plus tard à 45 jours date d'émission de la facture. Les contrats avec les fournisseurs et les applications de règlement des factures ont été adaptés en ce sens.

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes sur les délais de paiement de nos fournisseurs :

Au 31/12/2019-En milliers d'euros	1 à 30 jours	de 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	TOTAL
Factures échues par tranches de retard de paiement				
Montant	24 062	7 321	4 176	35 558
Nombre de factures	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	
Pourcentage des achats	3,64%	1,11%	0,63%	5,39%
Factures non parvenues				62 248
Factures externes non parvenues				59 289
Factures Intra-Groupe non parvenues				2 958
Total	24 062	7 321	4 176	
dont fournisseurs intra groupe	18 648	6 554	3 669	

Sur les 35 558 K€, 28 871 K€ sont des dettes fournisseurs intra group échues

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D. 441-4 I al.2 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes sur les délais de paiement de nos clients :

Au 31/12/2020-En milliers d'euros	1 à 30 jours	de 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	TOTAL
Créances échues				
Montant	7 341	3 292	41 842	52 475
Nombre de factures	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	0
Pourcentage des ventes	0,87%	0,39%	4,99%	
Factures à établir				17 983
Factures externes à établir				15 477
Factures Intra-Groupe à établir				2 507
Total des créances clients	7 341	3 292	41 842	
dont clients intra groupe	5 073	3 392	17 010	

Sur les 52 475 K€, 25 476 K€ sont des créances clients intra group échues

12. INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX (JURIDIQUE)

12.1. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Société était composé de :

- Yann Delabrière (Président du Conseil),
- Pierre Barrial (Administrateur et Président de la Société),
- Bpifrance Investissement (Administrateur représentée par Thierry Sommelet),
- Jean-François Cirelli (Administrateur),
- Constantin Sabet d'Acre (Administrateur), et
- Thomas-Alexander Weisman (Administrateur).

Par ailleurs, Jean-Luc Vo Van Qui, représentant de l'Etat, assiste à l'ensemble des réunions du Conseil d'administration sans voix délibérative.

Après examen de la situation des mandats des administrateurs, il ne ressort qu'aucun des mandats est parvenu à son terme.

Le nombre de membres du Conseil d'administration ne tombant pas sous le nombre minimum requis par les dispositions légales et statutaires en vigueur, il n'est pas nécessaire de procéder à la nomination de nouveaux membres.

12.2. ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS OU OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIRIGEANTS

▪ Stock-options

Au titre de l'exercice 2020, aucune option n'a été consentie aux mandataires sociaux de la Société, par la Société elle-même, par celles qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du même Code.

▪ Actions gratuites

Il n'a pas été procédé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'attribution d'actions gratuites au profit des mandataires sociaux par la Société elle-même, par celles qui lui sont liées au

sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du même Code.

13. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous rappelons que la société Ernst & Young exerce la fonction de Commissaire aux comptes titulaires. Son mandat expirera respectivement à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes des exercices clos les 31 décembre 2022.

14. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 227-10 du Code de commerce, vous serez appelés à vous prononcer sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions réglementées conclues ou qui se sont poursuivies au titre de l'exercice 2020.

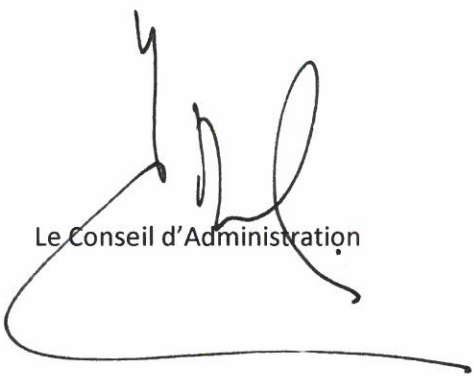
Le Conseil d'administration a effectué une revue de l'ensemble des conventions conclues susceptibles d'entrer dans le champ d'application des conventions réglementées.

A cette occasion, nous vous informons qu'il n'a pas été constaté de conventions nouvelles répondant aux critères visés par la réglementation et conclues au cours de l'exercice 2020 et qu'aucune convention réglementée conclue au cours des exercices antérieurs ne s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020.

15. ETAT DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vous trouverez joint au présent rapport en Annexe C un tableau récapitulatif des délégations financières en cours de validité octroyées par l'assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce.

Fait à Courbevoie, le 17 Février 2021



Le Conseil d'Administration

Annexe A- Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice (mois)	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	42 959 506	42 959 506	42 959 506	42 959 506	22 310 409
Nombre d'actions					
- ordinaires	214 797 532	214 797 532	214 797 532	214 797 532	111 552 046
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	841 656 985	869 825 376	712 680 793	759 111 094	786 521 821
Résultat avant impôt, participation, dot amortissements et provisions	-19 258 369	-77 332 978	-75 458 448	-93 278 592	25 059 028
Impôts sur les bénéfices	-7 591 367	-6 441 487	-6 108 307	-7 002 264	-8 162 559
Participation des salariés					
Résultat net	-481 984 746	-98 889 467	-130 683 332	-146 729 357	5 523 082
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-0,05	-0,33	-0,32	-0,40	0,30
Résultat après impôt, participation dot.amortissements et provisions	-2,24	-0,46	-0,61	-0,68	0,05
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	1353	1 381	1352	1402	1484
Masse salariale (1)	90 614 125	86 614 625	77 274 132	82 905 563	80 879 350
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	44 155 014	51 996 565	35 050 884	36 465 967	35 326 039

(1) Traitement au sens du plan comptable général

Annexe B - Délégations de pouvoirs et compétences en matière d'augmentations de capital

Néant



IDEMIA France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



IDEMIA France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société IDEMIA France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IDEMIA France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.2.1 « Changement de méthodes comptables » et 3.4 « Frais de recherche et développement » de l'annexe aux comptes annuels exposant le changement de méthode comptable relatif à la capitalisation des projets de développement.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ▶ Comme indiqué dans la note 3.8.3 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, votre société a procédé à la réalisation de tests de perte de valeur de ses participations. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de résultat et les hypothèses utilisées. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons apprécié le caractère raisonnable de ces estimations et vérifié que cette note de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.
- ▶ Votre société détermine le chiffre d'affaires et le résultat des contrats selon les modalités décrites dans la note 3.1 « Chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels. Le chiffre d'affaires et le résultat de ces contrats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les responsables de projet sous le contrôle de la direction générale, selon les procédures de votre société. Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses sous-tendant la détermination des données à terminaison et du pourcentage d'avancement.
- ▶ S'agissant des risques et litiges, nous avons apprécié que les procédures en vigueur dans votre société permettent leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nous avons analysé que les risques et les litiges significatifs identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures sont décrits de façon appropriée dans les notes 3.7 « Provisions » et 9 « Passifs éventuels » de l'annexe aux comptes annuels.

- Nous avons examiné, telles que décrites dans la note 3.8.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels, les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que leur amortissement et vérifié leur valeur recouvrable. Nous avons également apprécié le caractère raisonnable des perspectives de commercialisation et de rentabilité des projets de développement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 5 mars 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Béatrice Belle



IDEMIA France S.A.S.

ETATS FINANCIERS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT	3
BILAN	4
NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE	6
1.1. CONTRAT GOVERNMENT SOLUTIONS	6
1.2. EPIDEMIE COVID 19	6
NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
2.1. BASE DE PREPARATION	7
2.2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	8
NOTE 3 – DONNEES LIEES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	8
3.1. CHIFFRE D’AFFAIRES	8
3.2. CREANCES D’EXPLOITATION	10
3.3. STOCKS ET EN-COURS	12
3.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	13
3.5. DONNEES LIEES AU PERSONNEL	13
3.6. DETTES D’EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	15
3.7. PROVISIONS	17
3.8. IMMOBILISATIONS	18
3.9. RESULTAT EXCEPTIONNEL	25
NOTE 4 – DONNEES LIEES AU FINANCEMENT	26
4.1. ENDETTEMENT FINANCIER	26
4.2. RESULTAT FINANCIER	27
4.3. POLITIQUE DE COUVERTURE	28
NOTE 5 – DONNEES LIEES AUX IMPOTS SUR LE RESULTAT	28
5.1. INTEGRATION FISCALE	28
5.2. VENTILATION DE L’IMPOT	28
5.3. ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D’IMPOT	29
NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES	29
NOTE 7 – ENGAGEMENTS HORS-BILAN	29
7.1. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES	29
7.2. TRANSACTIONS AVEC LES MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	29
NOTE 8 – ENGAGEMENTS HORS-BILAN	30
8.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS	30
8.2. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL	30
NOTE 9 – PASSIFS EVENTUELS	30
9.1. ENQUÊTE JUDICIAIRE CONCERNANT L’ACTIVITE PSI AU BANGLADESH	30
9.2. INFORMATION JUDICIAIRE SUR L’ACTIVITE FIDUCIAIRE	31
NOTE 10 – AUTRES INFORMATIONS	31
10.1. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	31
10.2. ENTITE CONSOLIDANTE	31
NOTE 11 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	31

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Ventes de marchandises		298	171
Production vendue de biens	3.1	635 770	686 815
Production vendue de services	3.1	205 589	182 839
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3.1	841 657	869 825
Production stockée	-	2 421	31
Production immobilisée		29 231	4 568
Subventions d'exploitation		581	338
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges		16 644	16 136
Autres produits		13 547	19 934
PRODUITS D'EXPLOITATION		899 240	910 771
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		-	49
Achats de matières premières et autres approvisionnements		364 588	427 387
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		2 745	5 408
Autres achats et charges externes		295 690	319 518
Impôts, taxes et versements assimilés		10 369	7 743
Salaires et traitements	3.5	90 614	86 615
Charges sociales	3.5	44 155	51 997
Dotations d'exploitation :		-	-
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3.8	19 575	18 236
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		-	-
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		8 024	5 235
Dotations aux provisions		20 240	21 474
Autres charges		34 741	36 143
CHARGES D'EXPLOITATION		890 742	979 803
RESULTAT D'EXPLOITATION		8 498	69 032
Produits financiers de participations		23 758	14 352
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		10 235	20 794
Autres intérêts et produits assimilés		319	3 972
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		15 632	8 296
Différences positives de change		25 663	24 795
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
PRODUITS FINANCIERS		75 606	72 210
Dotations financières aux amortissements et provisions		449 063	6 191
Intérêts et charges assimilées		74 292	60 144
Différences négatives de change		41 517	25 785
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
CHARGES FINANCIERES		564 872	92 120
RESULTAT FINANCIER	4.2	- 489 265	19 910
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		- 480 768	88 943
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		6	6 496
Produits exceptionnels sur opérations en capital		12 052	2 693
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		2 953	2 503
PRODUITS EXCEPTIONNELS		15 010	11 693
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 717	20 892
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 066	3 391
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		9 036	3 797
CHARGES EXCEPTIONNELLES		23 819	28 080
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3.9	- 8 809	16 387
Participation des salariés		-	-
Impôts sur les bénéfices	5	- 7 591	6 441
RESULTAT NET		- 481 985	98 889

BILAN

A. Bilan actif

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.8		
Frais d'établissement		0	0
Recherche et développement		3 367	2 242
Concessions, brevets et droits similaires		13 080	10 431
Fonds commercial		0	0
Autres immobilisations incorporelles		33 809	11 715
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.8		
Terrains		0	0
Constructions		214	197
Installations techniques, mat. et outillage		8 979	11 665
Autres immobilisations corporelles		9 763	10 685
Immobilisations en cours		1 795	2 989
Avances et acomptes		50	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3.8		
Participations		1 864 231	2 308 608
Créances rattachées à des participations		45 661	28 679
Autres titres immobilisés		11	12
Prêts		506	126
Autres immobilisations financières		5 863	5 621
ACTIF IMMOBILISE		1 987 329	2 392 969
STOCKS ET EN-COURS	3.3		
Matières premières, approvisionnements		13 850	15 400
En-cours de production de biens		4 482	10 922
En-cours de production de services		1 512	1 818
Produits intermédiaires et finis		7 504	4 963
Marchandises		0	0
Avances, acomptes versés sur commandes	3.2	1 707	2 917
CREANCES	3.2		
Créances clients et comptes rattachés		180 886	189 763
Autres créances		367 463	397 381
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Valeurs mobilières de placement		0	0
Disponibilités	4.1	50 670	75 280
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance	3.2	15 903	19 496
ACTIF CIRCULANT		643 977	717 940
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4.1.2	21 222	28 253
Primes de remboursement des obligations		0	0
Ecart de conversion actif	3.7	7 627	6 077
TOTAL DE L'ACTIF		2 660 155	3 145 240

B. Bilan passif

(en milliers d'euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		42 960	42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 506 642	1 506 642
Ecart de réévaluation		0	0
Réserve légale		3 379	3 379
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées		0	0
Autres réserves		0	0
Report à nouveau		-282 289	-183 399
Résultat de l'exercice		-481 985	-98 889
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		14 233	8 540
CAPITAUX PROPRES	6	802 939	1 279 231
Produits des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	10
AUTRES FONDS PROPRES		0	10
Provisions pour risques		62 924	61 233
Provisions pour charges		23 038	19 540
PROVISIONS	3.7	85 962	80 773
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.1	1 187 029	1 226 462
Emprunts et dettes financières divers	4.1	336 162	268 083
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		13 531	12 752
DETTES D'EXPLOITATION	3.6		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		158 832	187 685
Dettes fiscales et sociales		43 351	44 482
DETTES DIVERSES	3.6		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 234	17 919
Autres dettes		14 872	15 107
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance	3.6	9 207	9 347
DETTES		1 766 218	1 781 836
Ecart de conversion passif		5 037	3 389
TOTAL DU PASSIF		2 660 155	3 145 240

NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

1.1. CONTRAT PSI AU BANGLADESH

Dans le cadre de l'accord transactionnel conclu en novembre 2017 entre la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France), un expert indépendant a été nommé par IDEMIA France pour mener un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale.

La levée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

1.2. EPIDEMIE COVID 19

L'épidémie covid-19, apparue fin décembre 2019 en Chine et qui touche aujourd'hui plusieurs autres régions du monde comme l'Europe, Latam et les Etats-Unis, a conduit les gouvernements d'un certain nombre de pays dans lesquels IDEMIA opère à adopter des mesures pour contenir et restreindre la circulation des personnes et des marchandises. Cette pandémie, dont la durée et l'ampleur sont difficiles à évaluer à ce stade, a un impact majeur sur l'économie mondiale, perturbant les chaînes d'approvisionnement, provoquant des fermetures de sites industriels et pesant sur la demande de nos clients dans le monde entier.

La réponse du Groupe IDEMIA à cette pandémie a été sur trois points :

- Protéger ses employés,
- Protéger ses clients,
- Protéger ses flux de trésorerie.

Protéger les employés

Face à cette pandémie, la priorité du Groupe est la santé et la sécurité de ses collaborateurs et des mesures appropriées sont mises en œuvre sur ses sites pour assurer la meilleure protection de la santé possible pour tous. Le travail à distance est très largement favorisé chaque fois qu'il est compatible avec les besoins de continuité d'entreprise.

Pour les employés dont le poste n'est pas compatible avec le travail à distance, des règles pour les gestes de barrière sont mises en œuvre (se laver les mains régulièrement, éviter de serrer la main, maintenir une distance d'au moins 2 mètres, etc.), le contrôle de la température corporelle est mis en œuvre avant tout accès aux différents sites, etc.

Selon les pays, la même approche est suivie, ajustée selon les directives des autorités locales.

Protéger ses clients

Afin d'optimiser la continuité de notre chaîne d'approvisionnement en cette période tendue, IDEMIA a décidé d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie mondiale d'approvisionnement 2020 et d'améliorer encore sa capacité d'approvisionnement pour certains matériaux et composants essentiels. Cette initiative permettrait à IDEMIA d'avoir plus de sources alternatives disponibles pour répondre à la demande et continuer à servir ses clients.

Le groupe accorde une grande priorité à l'ouverture des commandes de ses clients et met en place des réacheminements de sa production à partir d'usines qui sont contraintes de fermer vers d'autres

usines ouvertes dans d'autres pays où le Groupe opère. Il n'y a pas eu de fermeture majeure de site dans le monde.

Protéger ses flux de trésorerie

Les flux de trésorerie des sociétés françaises du groupe ont été affectés par les variations de l'activité du groupe dans son ensemble, en France et à l'international dans la mesure où la trésorerie d'IDEMIA France et Idemia Identity & Security France est abondée par les excédents de trésorerie des filiales et des succursales. Pour protéger les flux de trésorerie, le groupe a mis en place les mesures suivantes :

- Une gestion prudente des dépenses d'exploitation et investissements,
- Utilisation des mesures d'urgence économique mises en place par l'Etat français : décalage des paiements des cotisations sociales et des charges d'impôt
- Cessions de certains actifs (cession bail)
- Utilisation du crédit syndiqué confirmé et mis à disposition par un pool bancaire en cas de besoin

A fin 2020, la liquidité du groupe et des sociétés françaises du groupe est préservée avec une sécurité financière de 470 M€ à fin 2020, incluant une encaisse de 170 M€ et une ligne de crédit confirmée de 300 M€ non tirée et dont l'échéance est janvier 2023.

Le groupe ne prévoit pas de difficulté majeure en terme de trésorerie sur 2021 au regard du contexte économique et sanitaire à date.

En ce qui concerne l'impact de la pandémie sur ses résultats

L'activité d'Idemia fait preuve d'une certaine résilience avec un bon niveau de demande mondiale et la reconnaissance de ses activités en tant qu'activité principale.

Le Covid a principalement frappé nos activités de solutions gouvernementales et, dans une plus large mesure, les activités de Noram I&S, souffrant de la non-capacité des personnes à accéder aux installations administratives en raison des blocages (impact sur les documents d'identité et sur l'inscription administrative) et de la très forte réduction du trafic aérien américain (activité de pré-vérification de la TSA).

Un plan d'action solide a été mis en œuvre pour limiter l'impact de la baisse des ventes sur la rentabilité et la liquidité.

NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes sociaux au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement de l'ANC 2014-03 relatif au plan comptable général et des règlements de l'ANC le modifiant.

Le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2020 ont été établis dans le respect des principes de prudence et conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et de l'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces comptes annuels 2020 sont identiques à ceux de l'exercice 2019, à l'exception des dépenses de recherche et développement qui sont désormais capitalisées, le changement s'opérant en méthode prospective.

Les états financiers de la société IDEMIA France S.A.S. sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17 février 2021 par le Conseil d'administration.

2.2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables sur lesquelles sont basés les comptes sociaux de la Société sont explicitées dans les notes aux états financiers de ce rapport.

Dans chacune des notes de ce rapport, les méthodes comptables appliquées par la Société sont identifiables par un encadré sur fond coloré.

2.2.1. Changement de méthodes comptables

En application du règlement n° 2018-01 de l'ANC en date du 20 avril 2018 et homologué par arrêté du 8 octobre 2018, la société IDEMIA France a opéré un changement de méthode comptable sur l'exercice 2020 afin de donner une meilleure information financière : La société a opté pour la méthode de référence suivante : Comptabilisation à l'actif des coûts de développement de manière prospective. Des informations complémentaires sont données en 3.4 Frais de Recherche et Développement.

NOTE 3 – DONNEES LIEES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventes de produits ordinaires

Le revenu des ventes de produits ordinaires est comptabilisé quand le Groupe transfère à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété des produits.

Dans certaines circonstances, le Groupe peut réaliser des ventes dans lesquelles la livraison des biens est reportée à la demande de l'acheteur mais où ce dernier accepte la facturation des produits (« Bill & Hold »).

Dans ce cas, la vente est reconnue sous réserve du respect des conditions suivantes :

- l'acheteur accepte le transfert de propriété et des risques inhérents ;
- il est probable que la livraison des produits aura lieu ;
- les produits sont disponibles, identifiés et prêts à être expédiés au moment de la reconnaissance du chiffre d'affaires ;

- l'acheteur a formellement accepté les conditions de livraison différée à sa demande ;
- les conditions habituelles de paiement s'appliquent.

Depuis 2018, le chiffre d'affaires « Bill & Hold » est reconnu au moment du transfert du contrôle.

Dans les autres cas, la reconnaissance du revenu est différée jusqu'à la livraison des produits.

Prestations de services / Contrats de construction

Des revenus de contrats de développement et de prestations de services sont réalisés par tous les segments d'activité de la Société dès lors qu'ils ne correspondent pas à des ventes de produits (voir ci-dessus) mais à l'exécution de projets complexes clés-en-main, en particulier lorsqu'ils concernent le développement de solutions logicielles sur mesure.

Le revenu de ces contrats est reconnu en fonction du degré d'avancement, à condition que l'issue finale du contrat (et en particulier la marge attendue) puisse être estimée de façon fiable.

La méthode retenue pour calculer le degré d'avancement est déterminée en fonction de la nature et du risque spécifique de chaque contrat de façon à refléter l'avancement effectif du projet. Le degré d'avancement est déterminé au pourcentage des coûts à date par rapport au coût complet du projet.

La marge à terminaison des contrats long terme est estimée sur la base d'analyses de coûts et de produits à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Durant l'exécution du contrat, le chiffre d'affaires est constitué des coûts encourus et de la marge reconnue à hauteur du pourcentage d'avancement.

Lorsque l'issue finale du contrat ne peut être estimée de façon fiable, les revenus ne sont reconnus qu'à concurrence des coûts encourus et jugés recouvrables. Les coûts des contrats incluent alors :

- les achats de matériels, les études sous-traitées, le coût des marchés et des diverses prestations rattachées directement au contrat
- les coûts des heures du personnel directement affectés au contrat, y compris les charges sociales, valorisées avec les charges d'exploitation à l'exclusion notamment du coût commercial, du coût de recherche et de développement et de la charge éventuelle de sous-activité
- le cas échéant, les autres coûts, spécifiquement refacturables aux clients tels que spécifiés dans les clauses contractuelles.

Les coûts des contrats ne comprennent pas de frais financiers.

Le chiffre d'affaires à terminaison d'un contrat comprend :

- le prix de vente initial ;
- les revenus générés suite à des avenants, réclamations, incitations et modifications au contrat s'ils peuvent être mesurés de façon fiable et s'il est hautement probable qu'ils seront acceptés par les clients.

Toute perte probable sur un contrat est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est identifiée.

3.1.1. Chiffre d'affaires par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de la Société par secteur d'activité se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Secure Enterprise Transactions	720 157	758 241
Government solutions	119 946	107 515
Other	1 554	4 068
CHIFFRE D'AFFAIRES	841 657	869 825

3.1.2. Chiffre d'affaires par nature de revenu

Le chiffre d'affaires de la Société par nature de revenu se présente comme suit à la date de clôture :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Produits	645 933	683 906
Services	149 345	127 141
Solutions	18 308	1 490
Systèmes	28 071	57 288
CHIFFRE D'AFFAIRES	841 657	869 825

Le chiffre d'affaires par nature de revenu de 2020 est présenté en tenant compte de la structure de management : activité Secure Enterprise Transactions et Government solutions (activité dédié aux solutions pour les gouvernements)

3.1.3. Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires de la Société en fonction de la localisation géographique de ses clients se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-20		31-déc-19	
Région	En milliers d'euros	En %	En milliers d'euros	En %
France	117 298	14%	103 963	8%
Europe (hors France)	244 143	29%	240 806	32%
Amériques	205 962	25%	224 324	26%
Asie	185 888	22%	213 335	25%
MEA*	88 366	10%	87 397	10%
CHIFFRE D'AFFAIRES	841 657	100%	869 825	100%

*MEA = Moyen-Orient, Afrique

3.2. CREANCES D'EXPLOITATION

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît à la clôture de l'exercice que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable et qu'il existe une perte probable mais jugée réversible.

Créances en devises

Les créances en devises sont évaluées au taux de clôture, ou au taux spot de couverture (ventes ou achats à terme) le cas échéant. Les écarts de conversion, qui résultent de l'évaluation au taux de clôture pour les créances non couvertes, sont comptabilisés à l'actif (perte latente) ou au passif du bilan (gain latent).

3.2.1. Evolution des créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Variation nette		31 décembre 2020
Avances & acomptes versés sur commandes	2 917	-1 210		1 707
Créances clients et comptes rattachés	212 267	-4 966		207 301
Autres créances	415 501	-40 269		375 232
VALEURS BRUTES	630 686	-46 446		584 240
(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Dotations	Reprises	31 décembre 2020
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	-22 504	-4 349	438	-26 415
Autres créances	-18 120	-1 029	11 381	-7 769
DEPRECIATIONS	-40 624	-5 378	11 819	-34 184
CREANCES D'EXPLOITATION NETTES	590 062	-51 823	11 819	550 056

La diminution du poste « autres créances » s'explique par la diminution des créances en comptes courant.

Les dépréciations des autres créances portent essentiellement sur des comptes courants groupe. La reprise de 2020 est liée principalement à la Transmission Universelle Patrimoine d'Oberthur Scratch Cards.

3.2.2. Analyse des autres créances

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Variation nette	31-déc 2020
Fournisseurs – avoirs à recevoir	5 117	-891	4 226
Créances sociales	416	398	813
Créances fiscales	10 744	-556	10 187
Comptes courants intragroupes	379 125	-35 970	343 155
Autres créances	20 100	-3 249	16 851
AUTRES CREANCES BRUTES	415 501	-40 268	375 232

3.2.3. Echéances des créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	1 an au plus	Plus d'un an
Avances & acomptes versés sur commandes	1 707	1 707	
Créances clients et comptes rattachés	207 301	207 301	
Autres créances	375 232	375 232	
CREANCES D'EXPLOITATION BRUTES	584 240	584 240	

3.2.4. Titrisation

Un programme de titrisation de créances clients a été mis en place en décembre 2019 par le groupe IDEMIA. Ce programme repose sur une cession sans recours de créances commerciales à un établissement financier.

L'encours du programme de titrisation pour IDEMIA France SAS au 31 Décembre 2020 s'élève à 8 597 milliers d'euros (dont 8 396 milliers d'euros pour le programme « off » et 201 milliers d'euros pour le programme « on »).

3.2.5. Produits à recevoir

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Créances rattachées à des participations	676	166
Créances clients et comptes rattachés	40 062	27 470
Avoirs à recevoir	1 469	3 811
Autres créances	2 670	5 463
PRODUITS A RECEVOIR	44 877	36 910

3.2.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 15 903 milliers d'euros en 2020 contre 19 496 milliers d'euros en 2019. Cette variation s'explique principalement par les redevances versées.

3.3. STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et les travaux en cours sont évalués à leur coût de revient.

Le coût de revient des stocks de matières premières est évalué selon la méthode « Premier entré/Premier sorti ». Le coût de revient des en-cours de production et des produits finis intègre le coût des matières premières, les frais de main d'œuvre et les autres coûts de production. Pour les stocks valorisés au coût standard, leur valorisation est ajustée en fin d'exercice des écarts incorporables.

Des dépréciations de stocks sont comptabilisées et évaluées selon deux méthodes :

- Statistiquement en fonction du taux de rotation des stocks et de la consommation future prévisionnelle ;
- Individuellement en fonction de la non-conformité (par exemple du stock défectueux ou dépassé technologiquement).

Les stocks et en-cours de production se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Variation de stocks	Reclassements		31-déc 2020
Matières premières	19 256	-1 091			18 165
En-cours de production	13 093	-6 746			6 347
Produits finis	10 564	2 652			13 216
VALEURS BRUTES	42 914	-5 185	0		37 728
(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Dotations	Reprises	Reclassement	31-déc 2020
Matières premières	-3 856	-3 022	2 079	483	-4 316
En-cours de production	-354	-80	683	-601	-352
Produits finis	-5 602	-463	216	137	-5 713
DEPRECIATIONS	-9 812	-3 565	2 978	18	-10 380
STOCKS ET EN-COURS NETS	33 102	-8 750	2 978	18	27 348

3.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Tous les frais de recherche et développement engagés pour les nouveaux projets sont, à partir de l'exercice 2020, immobilisés. A fin 2019, seuls les frais de recherche et développement correspondant aux brevets achetés auprès de la société IDEMIA Starchip étaient immobilisés.

En 2020, nous avons capitalisé 24 604 milliers d'euros.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées au compte de résultat pour un montant de 49,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 61,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en minoration de l'impôt sur les sociétés, pour un montant de 7 702 milliers d'euros, contre 6 634 milliers d'euros en 2019.

3.5. DONNEES LIEES AU PERSONNEL

3.5.1. Effectif

L'effectif moyen se répartit ainsi par catégorie :

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Cadres et agents de maîtrise	941	919
Employés	209	219
Ouvriers	203	243
EFFECTIF MOYEN	1 353	1 381

3.5.2. Charges de personnel

Les charges de personnel se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Salaires et traitements	90 614	86 615
Charges sociales	44 155	51 997
CHARGES DE PERSONNEL	134 769	138 612

3.5.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées dans les comptes, en provisions, au passif du bilan, en application de la méthode préférentielle, conformément à l'application de la recommandation du CNC (Rec. CNC n°2003 R.01 émise le 1er avril 2003) et de l'ANC (rec. 2013-02).

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ en retraite ont été calculés selon la méthode rétrospective (méthode dite du P.B.O. : « Projected Benefit Obligation »).

Celle-ci repose sur une évaluation actuarielle et prend en compte les droits acquis au moment du départ en retraite, ainsi que les salaires projetés de fin de carrière. Les coûts estimés des engagements sont provisionnés suivant la technique recommandée par l'O.E.C, à savoir, le prorata des droits au terme (lissage de l'engagement total sur l'ensemble de la vie active des salariés).

A partir de l'exercice 2018, les comptes annuels présentent une vision des engagements avec la reconnaissance des écarts actuariels et des coûts des services passés.

La provision figurant au bilan, qui représente la valeur actuelle des droits futurs, a été déterminée principalement avec les hypothèses suivantes :

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Taux d'actualisation	0,30%	0,70%
Taux d'augmentation des salaires	1,5% à 4% (en fonction de l'âge)	0% à 4% (en fonction de l'âge)
Age de départ à la retraite	65 (cadres) 62 (non-cadres)	65 (cadres) 62 (non-cadres)
Taux de rotation	0% à 12,81% (en fonction de l'âge)	0% à 6% (en fonction de l'âge)

Les provisions pour engagements envers le personnel se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Reclassement	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31-déc 2020
Retraites IFC	12 300		615	-125	-	12 790
Retraites chapeau	1 866	-187	225	-160		1 744
Médailles du travail	1 063		-	0	90	973
ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL	15 229	-187	840	285	-90	15 507

3.6. DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Dettes en devises

Les dettes en devises sont évaluées au taux de clôture, ou au taux spot de couverture (ventes ou achats à terme) le cas échéant. Les écarts de conversion, qui résultent de l'évaluation au taux de clôture pour les dettes non couvertes, sont comptabilisés à l'actif (perte latente) ou au passif du bilan (gain latent). Une provision est constituée en cas de perte latente.

3.6.1. Détail des dettes d'exploitation et autres dettes

Les dettes d'exploitation se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Dettes fournisseurs	158 832	187 685
Dettes sociales	35 822	38 265
Dettes fiscales	7 529	6 217
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	13 531	12 752
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 234	17 919
Autres dettes	14 872	15 107
DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	233 820	277 945

3.6.2. Echancier des dettes d'exploitation et autres dettes

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	1 an au plus	Plus d'un an
Dettes fournisseurs	158 832	158 832	
Dettes sociales	35 822	35 822	
Dettes fiscales	7 529	7 529	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	13 531	13 531	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 234	3 234	
Autres dettes	14 872	14 872	
DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	233 820	233 820	

3.6.3. Charges à payer

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Emprunts et dettes financières	15 013	10 532
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 289	59 726
Dettes sur immobilisations	2 454	5 316
Dettes fiscales	1 412	1 264
Dettes sociales	20 051	23 752
Autres dettes	3 447	2 173
CHARGES A PAYER	102 666	102 763

3.6.4. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 9 207 milliers d'euros en 2020 contre 9 347 milliers d'euros en 2019, la variation des « Produits constatés d'avance » est liée à l'activité courante de l'entreprise.

3.7. PROVISIONS

Principes de base

La Société comptabilise une provision pour faire face aux obligations clairement identifiées comme dette probable, mais dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est ainsi enregistrée dès lors que :

- il existe une obligation légale, contractuelle ou implicite à la date de clôture
- le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante
- il est probable que le règlement se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie.

Les provisions couvrent notamment :

- les litiges commerciaux, sociaux, fiscaux ou autres
- les garanties données aux clients
- les pertes sur contrats déficitaires
- les risques liés à la situation nette négative des filiales
- les coûts de restructuration.

Hypothèses et estimation

La Société est impliquée dans certains litiges généralement liés à ses activités courantes. La Direction de la Société, après consultation de ses avocats et conseils juridiques, détermine le montant des provisions qui doivent être constituées en fonction de son estimation des risques de pertes futures existants à chaque fin d'exercice.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations et le jugement relatifs aux provisions pour risques et charges sont :

- les indemnités de fin de contrat : taux d'actualisation, taux de succès des plans
- les restructurations : nombre d'employés concernés, coût probable par employé
- les litiges (par ex. pénalités contractuelles, litiges prud'hommes, violations de propriété intellectuelle d'autrui, risques fiscaux) : hypothèses sous-jacentes à l'appréciation de la position juridique et à la valorisation des risques en fonction de la probabilité de cristallisation du risque.

Les provisions sur l'exercice 2020 s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclass	31-déc 2020
Provisions pour litiges	34 122	9 517	-3 507	-5 442		34 690
Provisions pour garanties données aux clients	2 610	38		-449		2 199
Provisions pour pertes sur marchés à terme	285		-254			31
Provisions pour pénalités sur marché	5 732		-287			5 445
Provisions pour pertes de change	6 077	7 626	-6 077			7 626
Provisions retraite chapeau	1 866	225	-160		-187	1 744
Provision indemnités départ retraite	12 300	615	-125			12 790
Provision médailles du Travail	1 063			-90		973
Provisions pour charges sur marché	388				1	389
Provisions pour autres frais de procédures	20	3 000			5	3 025
Provisions pour restructuration	230		-35		122	317
Autres provisions pour risques	15 016	1 153	-157	-850	0	15 162
Autres provisions pour charges	1 064	507				1 571
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	80 773	22 681	-10 602	-6 831	-59	85 962

3.8. IMMOBILISATIONS

3.8.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat hors taxes et frais accessoires) ou au coût de production pour les immobilisations générées en interne.

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de :

- Frais de recherche et développement
- Licences
- Marques
- Logiciels
- Fonds de commerce
- Malis de fusion

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06 à compter du 1er janvier 2016 :

- les fonds commerciaux non amortis font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté. Une dépréciation est comptabilisée dans le cas où la valeur vénale, ou la valeur d'usage si celle-ci est supérieure à la valeur vénale, est inférieure à la valeur comptable.
- les malis de fusion comptabilisés initialement en immobilisations incorporelles ont été affectés entièrement en fonds commercial.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation estimée et déduction faite, le cas échéant, des pertes de valeur.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Type d'actif immobilisé	Durée (ans)
Frais de recherche et développement	5
Technologies	6 – 9
Licences	Durée du contrat
Logiciels	3 – 5
Mali de fusion	10 – 20

Les coûts des projets de développement de produits sont capitalisés à partir de la date à laquelle tous les critères de l'Article 212-3 du Règlement 2014-03 de l'ANC sont remplis :

La société a l'intention d'achever le projet et les ressources appropriées ont été allouées à ce dernier ;
la faisabilité technique est démontrée ;

le projet est individualisé et le système de suivi des coûts permet de mesurer de manière fiable les dépenses relatives à ces projets ;

il existe un marché pour ce produit, et la probabilité de rentabilité économique future du produit est jugée suffisamment avérée.

Les coûts capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des produits, généralement comprise entre deux et cinq ans. L'amortissement commence dès que le développement est disponible pour l'activité commerciale concernée. Les coûts capitalisés font l'objet de tests de perte de valeur dès qu'il y a un indice de perte de valeur.

Les frais de recherche et les coûts de développement non-capitalisés sont comptabilisés en charges durant la période au cours de laquelle ils sont engagés (Note 3.4).

Les projets de développement capitalisés sont sous la responsabilité de chacun des deux segments d'activité du Groupe Idemia Secure Enterprise Transactions et Government Solutions. Chaque projet est soumis au test des critères de capitalisation mentionnés ci-dessus avant son démarrage et sa première comptabilisation en tant qu'actif incorporel. Des tests qui remplissent les conditions nécessaires sont menés régulièrement pour chacun des projets. Les coûts de développement sont alloués aux projets sur la base d'un enregistrement détaillé des temps de développement dans les centres de recherche du Groupe et sur la base d'une comptabilité analytique qui fait le lien entre les temps de développement consacrés à un projet et leur valorisation.

Les immobilisations incorporelles se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Acquisitions	Cessions	31-déc 2020
Frais R&D	2 242	1 125	0	3 367
Licences	25 526	2 309	0	27 835
Marques	2 656	0	0	2 656
Logiciels	27 694	5 387	0	33 081
Fonds commercial / Mali de fusion	57 734	0	0	57 734
Immobilisations incorporelles en cours	11 715	22 094	0	33 809
VALEURS BRUTES	127 567	30 915	0	158 482
(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Dotations	Reprises	31-déc 2 020
Frais R&D		0	0	0
Licences	-23 956	-1 983	0	-25 934
Marques	-2 656	0	0	-2 656
Logiciels	-18 833	-3 070	0	-21 902
Fonds commercial / Mali de fusion	-57 734	0	0	-57 734
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS	-103 179	-5 053	0	-108 226
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	24 388	25 862	0	50 256

3.8.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les terrains, constructions et agencements utilisés pour l'exploitation des activités de production, de personnalisation et de distribution de la Société. Elles incluent également le matériel nécessaire à cette exploitation, notamment les machines de fabrication ainsi que le matériel informatique, de transport et de bureau.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et, le cas échéant, des pertes de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, sur la durée d'utilité estimée, qui s'inscrit dans les fourchettes suivantes :

Types d'actif immobilisé	Durée (ans)
Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	3 - 15
Agencements et installations	2 - 10
Matériel de transport	3 - 5
Matériel informatique, mobilier et matériel de bureau	2 - 10

Si certains composants d'une immobilisation ont des durées d'utilité différentes, chaque composant est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre.

La base amortissable est égale au coût historique déduction faite, le cas échéant, d'une estimation de la valeur résiduelle en fin de vie, si celle-ci est significative et mesurable de façon fiable. À chaque clôture, les durées de vie résiduelles et les valeurs résiduelles sont revues et ré-estimées si nécessaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2 020	Acquisitions	Cessions	Reclasse- ments	31 décembre 2 020
Constructions	217	3	-9	26	237
Matériel industriel	56 495	1 724	-1 863	223	56 579
Agencements industriels	16 754	288	-49	1 734	18 727
Matériel de transport	141	0	0	0	141
Matériel informatique, mobilier et matériel de bureau	19 015	1 714	0	-697	20 032
Immobilisations corporelles en cours	2 989	1 220	-1 068	-1 346	1 795
VALEURS BRUTES	95 611	4 949	-2 989	-60	97 511

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2 020	Dotations	Reprises	Reclasse- ments	31 décembre 2 020
Amort Constructions	-20	-3	0	0	-23
Matériel industriel	-44 830	-3 236	466	0	-47 600
Agencements industriels	-9 737	-1 462	46	-1 301	-12 454
Matériel de transport	-132	-2	0	0	-134
Matériel informatique, mobilier et matériel de bureau	-15 357	-2 553	0	1 361	-16 549
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Avances et acomptes		50			50
AMORTISSEMENTS	-70 075	-7 206	511	60	-76 710

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	25 536	-2 257	-2 478	0	20 801
---	---------------	---------------	---------------	----------	---------------

3.8.3. Immobilisations financières

Les participations sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Société, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Coût d'entrée des participations

Les participations figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

« Le coût d'acquisition des titres comprend leur prix d'achat, y compris les éventuels compléments de prix. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges, retraités fiscalement sur 5 ans.

Test de perte de valeur et dépréciation des participations

La société apprécie à chaque arrêté s'il existe un indice quelconque qu'un actif a pu perdre notablement de la valeur.

Dans le cadre du test de dépréciation la Société tient compte des perspectives d'évolution des filiales temporairement ou structurellement déficitaires (méthode prospective) ou de la valeur d'entreprise déterminée selon la méthode des cash flows futurs afin de s'assurer du bien-fondé des dépréciations.

Après avoir comparé la valeur d'utilité à la valeur nette comptable, il en résulte des plus-values et des moins-values latentes. Les moins-values latentes font l'objet de dépréciations, sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dépréciations sont réversibles.

Les immobilisations financières se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Acquisitions	Cessions	Reclasse- ments	31-déc 2020
Participations	2 338 658	12 700	-14 655		2 336 703
Créances rattachées à des participations	28 679	17 161	-179		45 661
Autres titres immobilisés	20	0	0	-3	17
Prêts	132	376		6	514
Autres immobilisations financières	5 690	216	-9	-3	5 894
VALEURS BRUTES	2 373 179	30 452	-14 842	0	2 388 789
(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2 020	Dotations	Reprises	Reclasse- ments	43 830 2 020
Participations	-30 050	-445 718	3 296		-472 472
Créances rattachées à des participations	0				0
Prêts	-8				-8
Autres titres immobilisés	-6				-6
Autres immobilisations financières	-69		38		-31
DEPRECIATIONS	-30 133	-445 718	3 334	0	-472 517
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	2 343 046	-415 267	-11 509	0	1 916 271

La dotation des titres de participations est constituée principalement de la dépréciation d'Idemia Identity & Security France.

Tableau des filiales et des participations

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves	% de participation	Valeur d'inventaire brute	Prov	Valeur d'inventaire nette	Chiffre d'affaires 2020	Résultat net 2020	Prêt et avances consentis	Avances	Dividendes reçus
IDEMIA Identity & Security France S.A.S.	517 242	(115 019)	100%	1 238 328	433 000	805 328	360 478	12 663 357	14 345	-	-
FACEPOINT	204	4 111	100%	5 000	-	5 000	6	(1 831)	-	-	-
S.C.I. OSC IMMO	381	(0)	100%	381	-	381	-	330	-	-	312
IDEMIA Services B.V.	6 371	0	100%	21 820	-	21 820	21 701	6 248	-	-	1 554
IDEMIA Italy S.r.l. con Unico Socio	6 700	889	100%	36 239	16 100	20 139	14 054	43	-	-	822
IDEMIA Switzerland AG	92	732	100%	1 165	166	1 000	11 640	176	-	(1 206)	-
IDEMIA Hungary Kft	908	(596)	100%	11	-	11	8 284	(29)	331	-	-
IDEMIA Technologies Iberica S.A.	13 500	5 532	100%	13 516	-	13 516	20 872	(1 893)	-	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES AFRICA Pty	-	455	0%	-	-	-	27 802	-	-	-	-
IDEMIA Technologies Romania SRL	1 255	(758)	100%	1 408	-	1 408	12 897	1 262	173	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES LLC (RUSSIE)	0	34	100%	0	0	0	5 934	(45)	-	-	-
S.A.S. OBERTHUR SCRATCH CARDS	2 250	-	100%	-	-	-	-	-	-	-	-
Idemia Poland sp.Zo.o	1 097	205	100%	142	-	142	6 633	665	37	-	647
IDEMIA Solutions Czech s.r.o.	394	122	100%	411	-	411	6 958	71	1 572	-	786
OBERTHUR TECHNOLOGIES MAROC	112	55	100%	107	107	(0)	-	(18)	440	-	-
IDEMIA UK Holding Ltd	1 187	28 940	100%	82 459	-	82 459	-	5 039	1 218	-	-
MALI SOLUTIONS NUMERIQUES SA	15	3 946	51%	8	-	8	5 329	(591)	-	-	153
NID SECURITY SA	92	(6 309)	100%	3 501	3 501	-	-	(165)	4 407	-	-
Idemia Poland R&D Sp.Zo.o	117	(128)	100%	119	-	119	-	762	800	-	1 015
IDEMIA SPAIN PRODO S.L.	600	1 240	100%	5 950	4 250	1 700	179	194	-	-	-
OT SOUTH AFRICA PYT Ltd (ex XANTIUM)	0	455	0%	-	-	-	27 802	(70)	-	-	-
OT BURKINA FASO	169	(240)	100%	169	-	169	-	191	-	-	-
HANDELSBOLAGET OSTHYVELN	-	-	1%	0	-	0	-	-	-	-	-
IDEMIA Latvia SIA	401	(11)	100%	406	-	406	4 512	126	-	-	1 647
OBERTHUR CARD SYSTEMS Kart Sistemleri (TURQUIE)	390	(217)	100%	1 215	1 109	106	701	(59)	-	-	-

(En milliers d'euros)	Capital	Réserves	% de participation	Valeur d'inventaire brute	Prov	Valeur d'inventaire nette	Chiffre d'affaires 2020	Résultat net 2020	Prêt et avances consentis	Avances	Dividendes reçus
IDEMIA do Brasil - Soluções e Serviços de Tecnologia Ltda	13 040	7 535	44%	7 883	-	7 883	60 593	19 815	-	-	5 272
OBERTHUR TECHNOLOGIES PERU	3 912	(1 312)	100%	1 850	-	1 850	8 215	(153)	-	-	-
IDEMIA America Corp.	0	717 917	100%	834 254	-	834 254	190 174	(11 935)	-	(94 266)	-
Oberthur Technologies de Mexico, S. de R.L. de C.V.	1 840	(733)	99%	2 262	-	2 262	25 871	(2 059)	2 185	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES OF CANADA INC	-	(7 417)	100%	0	-	0	5 490	670	12 428	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES AMERICA HOLDING	-	-	100%	0	-	0	-	-	-	-	-
IDEMIA Japan KK	82	(278)	100%	809	-	809	12 180	285	1 186	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES INDIA Private Limited	4 933	3 560	100%	5 821	-	5 821	12 189	279	-	-	-
PT OBERTHUR TECHNOLOGIES (INDONESIA)	4 412	(3 670)	100%	4 437	4 437	(0)	8 552	(1 291)	-	-	-
IDEMIA Philippines Inc.	197	149	100%	449	131	318	5 368	(22)	-	-	350
OBERTHUR TECHNOLOGIES AUSTRALIA Property Ltd	1 053	(473)	100%	972	-	972	13 747	334	-	-	257
IDEMIA Korea	2 179	(1 732)	100%	2 274	2 274	(0)	732	(274)	-	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES SINGAPORE PTE Ltd	8 623	(5 607)	100%	16 902	5 000	11 902	2 928	3	-	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES MALAYSIA SND	65	(43)	100%	602	602	(0)	-	46	-	-	-
PT IM TECHNOLOGIES	160	(517)	1%	1	1	(0)	-	71	-	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES BEIJING	-	-	100%	1	1	0	-	-	-	-	-
IDEMIA Hong Kong Ltd	40 262	0	100%	32 855	-	32 855	13 517	13 029	0	-	7 684
IDEMIA Thailand Co. Ltd	748	(793)	100%	576	576	-	964	(56)	-	-	-
IDEMIA Pakistan Ltd	692	(936)	50%	1 067	1 067	-	3 857	1 171	-	-	-
OBERTHUR TECHNOLOGIES VIETNAM CO LTD	158	(868)	100%	150	150	-	724	(658)	-	-	-
IDEMIA SOUTH AFRICA HOLDING	55	-	100%	0	-	0	27 802	(58)	-	-	-
PCARD	-	-	100%	973	-	973	-	-	-	-	-
MORPHO CARDS MEXICO	-	-	1%	60	-	60	-	-	-	-	-
MORPHO ROMANIA	12	802	99.83%	1 146	-	1 146	3 866	270	-	-	-
IDEMIA COLOMBIA	253	13 574	5.71%	420	-	420	74 418	13 186	-	-	757
IDEMIA Czech republic Sro	-	-	99.99%	8 584	-	8 584	-	-	-	-	-

3.9. RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Amortissements mali de fusion	0	-2 590
Amortissements dérogatoires	-5 692	1 222
Abandons de créances	-1 457	0
Résultat de cession d'immobilisations	-14	-697
Indemnité de fermeture du HUB d'IDEMIA GMBH		-20 555
Autres	-1 646	6 232
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-8 809	-16 387

Le poste « Autres » comprend une perte exceptionnelle de 1 253 milliers d'euros correspondant principalement aux différents litiges.

NOTE 4 – DONNEES LIEES AU FINANCEMENT

4.1. ENDETTEMENT FINANCIER

4.1.1. Endettement financier net

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B1	327 795	327 795
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Intérêts courus	-	-
Term loan - Tranche B2	855 000	855 000
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Intérêts courus	-	-
Ligne de crédit renouvelable	-	35 000
Emprunt BPI	10 000	-
Intérêts courus	-	-
Emprunt BPI	10 000	-
Comptes courants bancaires	3 575	-
Autres intérêts courus	704	627
Autres	4 280	627
	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 197 075	1 218 422
	-	-
Participation des salariés	142	129
Intérêts courus sur participation	21	12
Participation des salariés	163	142
Dépôts et cautionnements	-	-
Comptes courants	314 082	252 860
Intérêts sur comptes courants	93	540
Autres financements court terme	11 777	14 529
Emprunts et dettes financières	1 523 191	1 486 492
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	-50 670	-67 226
	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER NET	1 472 521	1 419 266

Les découverts bancaires 2020 sont classés dans les dettes auprès des établissements de crédit alors qu'en 2019 ils étaient classés en moins des disponibilités.

Term loan B1

Un TLB avait été souscrit avec une échéance au 10 janvier 2024. Le TLB a initialement été tiré pour un montant de 1 182,8 millions d'euros qui se décompose en 2 tranches :

- Tranche B1 pour un montant de 327 795 milliers d'euros;
- Tranche B2 pour un montant de 855 000 milliers d'euros.

Les intérêts sont payés trimestriellement sur une base Euribor 3 mois plus 3,75% avec un *floor* de 0%.

4.1.2. Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunts concernent la souscription d'emprunts destinés à financer l'acquisition du groupe Morpho en 2017. Ces frais d'émission d'emprunt sont étalés sur la durée des emprunts souscrits.

4.1.3. Echéance des dettes financières

L'analyse par maturité des dettes financières au 31 décembre 2020 est la suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	1 an au plus	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Term loan - Tranche B1	327 795		327 795	
Term loan - Tranche B2	855 000		855 000	
Emprunt BPI	10 000	3 333	6 667	
Comptes courants	314 175	314 175		
Comptes courants bancaires	3 575	3 575		
Participation des salariés	142	142		
Autres financements court terme	11 777	11 777		
Dettes financières	1 522 464	333 002	1 189 462	-

4.2. RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Dividendes perçus	22 185	10 590
Intérêts sur emprunts	- 53 827	- 49 842
Intérêts sur créances rattachées à des participations	1 573	3 763
Intérêts sur prêts	10 553	24 738
Intérêts sur comptes courants	- 5 321	- 7 205
Résultat net de change	- 14 092	2 002
Dépréciation nette de titres de participation	- 445 681	- 185
Dépréciation nette de comptes courants	10 488	702
Mali de fusion	- 11 435	-
Frais bancaires	- 3 272	- 3 056
Autres produits et intérêts	- 437	13
	-	-
RESULTAT FINANCIER	- 489 265	- 19 910

La variation du résultat financier s'explique principalement par :

- L'augmentation des dividendes perçus en provenance des filiales,
- la diminution des intérêts sur prêts avec Idemia Identity & Security France,
- la diminution du résultat net de change,
- le mali de fusion à hauteur de 11 435 milliers d'euros avec la société Oberthur Scratch Cards,
- dotation aux provisions sur les titres de 445 681 milliers d'euros nette.

4.3. POLITIQUE DE COUVERTURE

4.3.1. Risques de change

Afin de couvrir le risque de change pour les trois segments « Mobile Network Operators », « Financial Services Institutions » et « Government solutions », une stratégie de couverture est en cours de déploiement. Cette stratégie permettra à la Société de sécuriser son exposition nette sur ses flux futurs de trésorerie d'exploitation en devises étrangères.

4.3.2. Gestion des risques de taux d'intérêt

Dans le cadre du refinancement de 2016, des couvertures ont été mises en place et sont toujours en place au 31 décembre 2020 :

- Des cap pour la tranche EUR à hauteur de 75-80 % de la dette environ
- Des swaps de taux d'intérêt pour la dette USD portée par Idemia America Corp, à hauteur de 75 %-80% environ
- Des couvertures contre la hausse des taux ont été mises en place par le groupe Idemia depuis la signature du term loan sous la forme de swaps de taux ou d'achat de cap.

NOTE 5 – DONNEES LIEES AUX IMPOTS SUR LE RESULTAT

5.1. INTEGRATION FISCALE

IDEMIA France S.A.S. a opté en faveur du régime d'intégration fiscale. La Société IDEMIA France est intégrée dans le groupe d'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2012, dont IDEMIA Group est la société tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale prévoit que :

- Les filiales comptabilisent leur impôt comme si elles n'étaient pas membre du groupe ;
- Les économies d'impôts éventuelles soient prises au compte de résultat de la société tête de groupe et ne soient pas restituées aux filiales.

Les déficits propres à IDEMIA France S.A.S s'élèvent à 369 854 milliers d'euros au 31 décembre 2020, ils sont entièrement nés pendant la période d'intégration fiscale et perdus pour la société en cas de sortie de cette intégration fiscale.

Des crédits d'impôt recherche (CIR) ont été constatés sur la période pour un montant de 7 702 milliers d'euros.

5.2. VENTILATION DE L'IMPOT

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-480 768	5 125	-475 643
Résultat exceptionnel à court terme	-8 809	2 467	-6 342
Résultat exceptionnel à long terme	-	0	0
RESULTAT COMPTABLE 2020	-489 576	7 591	-481 985

5.3. ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

(en milliers d'euros)	Base	Impôt
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	-14 233	-3 985
TOTAL ACCROISSEMENTS	-14 233	-3 985
Charges non déductibles temporairement	79 215	22 180
Produits non taxables temporairement	-73 939	-20 703
TOTAL ALLEGEMENTS	5 275	1 477
Déficits reportables	369 855	103 559
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	375 130	105 036

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	31-déc 2019	Affectation Résultat 2019	Autres mouvements	Résultat 2020	31-déc 2020
Capital social	42 960				42 960
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 506 642				1 506 642
Réserve légale	3 379				3 379
Report à nouveau	-183 399	-98 889			-282 288
Résultat de l'exercice	-98 889	98 889		-481 985	-481 985
Situation nette	1 270 693	0	0	-481 985	788 707
Provisions réglementées	8 540		5 693		14 233
CAPITAUX PROPRES	1 279 231	0	5 693	-481 985	802 939

Le capital social se compose de 214 797 533 actions ordinaires d'une valeur nominale de 20 centimes d'euro, détenues à quasiment 100 % par IDEMIA Finance.

NOTE 7 – ENGAGEMENTS HORS-BILAN

7.1. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

L'ensemble des transactions pratiquées par la société sont conclues à des conditions normales de marché.

7.2. TRANSACTIONS AVEC LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant des rémunérations allouées par la société au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction au titre de leurs fonctions se détaille comme suit :

- Aux membres des organes de direction Néant
- Aux administrateurs au titre des jetons de présence Néant

NOTE 8 – ENGAGEMENTS HORS-BILAN

8.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	31-déc 2020	1 an au plus	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions et garanties bancaires sur marchés	17 845	14 349	2 673	823
Autres cautions et garanties	4 798	0	63	4 735
Cautions et garanties bancaires sur marchés pour compte de filiales	69 543	33 148	29 991	6 405
Autres cautions et garanties pour comptes de filiales	4 589	2 682	1 838	69
TOTAL CAUTIONS ET ENGAGEMENTS DONNES	96 776	50 179	34 565	12 032
Commandes d'immobilisations	762	762		
Contrats de location immobilière	9 273	7 766	27 254	9 712
Créances clients couvertes par des lettres de crédit irrévocables et confirmées	1 663	1 663		
TOTAL ENGAGEMENTS RECIPROQUES	11 698	10 190	27 254	9 712
DETTES FINANCIERES	108 473	60 369	61 820	21 743

8.2. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

Néant.

NOTE 9 – PASSIFS EVENTUELS

Par opposition à la définition d'une provision (Note 3.7), un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle de la Société ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel le montant de l'obligation ne peut pas être estimé de manière fiable ou pour lequel il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

9.1. ENQUÊTE JUDICIAIRE CONCERNANT L'ACTIVITE PSI AU BANGLADESH

En novembre 2017, la Banque Mondiale et Oberthur Technologies (IDEMIA France) ont conclu un accord transactionnel après que l'entreprise ait reconnu des paiements indus faits à un sous-traitant et un comportement inapproprié afin de modifier les spécifications d'un marché en vue de restreindre la concurrence et s'assurer l'attribution d'un contrat de fourniture de cartes d'électeur auprès de la Commission Electorale du Bangladesh en janvier 2015. L'accord transactionnel prévoyait une période d'exclusion de 2,5 ans pour les contrats financés par la Banque Mondiale (sous réserve de la mise en place de mesures correctives satisfaisantes), qui s'appliquait à l'ancienne entité Oberthur Technologies (IDEMIA France) et à ses filiales autres que l'ancienne entité Morpho (IDEMIA Identity & Security France) et ses filiales. L'exclusion a été étendue à d'autres banques internationales de développement.

Un expert indépendant a été nommé par IDEMIA, à la demande de la Banque Mondiale, pour effectuer un audit de conformité sur les principaux critères d'intégrité de la Banque Mondiale. La levée de l'exclusion d'IDEMIA a été accordée le 29 mai 2020, à l'issue de la période d'exclusion.

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France dans le cadre de cette affaire.

9.2. INFORMATION JUDICIAIRE SUR L'ACTIVITE FIDUCIAIRE

IDEMIA France fait actuellement l'objet d'une enquête pénale en France pour corruption et blanchiment d'argent en relation avec l'exécution de contrats au cours de la période 2008/2011 relatifs à son ancienne activité fiduciaire en Angola. Cette activité a été cédée préalablement à l'acquisition d'Oberthur par Advent en 2011. La société a été mise en examen par le juge d'instruction le 27 juin 2019 sur le fondement des charges susmentionnées. La Société estime avoir de solides arguments en défense et bénéficie d'un engagement d'indemnisation de la part de la société qui a cédé IDEMIA France à Advent.

NOTE 10 – AUTRES INFORMATIONS

10.1. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes s'élève à 250 000 euros hors taxes sur la période.

10.2. ENTITE CONSOLIDANTE

Les comptes de la Société IDEMIA France S.A.S. sont intégrés dans le périmètre de consolidation de la Société IDEMIA Group S.A.S., dont le siège social est situé au 2 Place Samuel de Champlain – 92400 Courbevoie.

NOTE 11 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement particulier n'est à signaler.